



**FONDS MONÉTAIRE
INTERNATIONAL**

RAPPORT A MI-PAROURS

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2021

**(SITUATION AU PREMIER SEMESTRE ET
AMENAGEMENTS POUR LE RESTE DE
L'ANNEE)**

JANVIER 2021



MEMBRES

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo

PARTENAIRES

Union Européenne, Luxembourg, Allemagne, France, Chine, Banque Européenne d'Investissement

MEMBRES



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée



Guinée-Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Togo

PARTENAIRES



EUROPEAN UNION



SOMMAIRE

ABREVIATIONS ET ACRONYMES	4
INTRODUCTION	7
I. RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE	11
A. BENIN	11
B. BURKINA FASO	12
C. COTE D'IVOIRE	13
D. GUINEE	14
E. GUINEE-BISSAU	17
F. MALI	18
G. MAURITANIE	18
H. NIGER	19
I. SENEGAL	19
J. TOGO	20
K. COMMISSION DE L'UEMOA	22
II. SEMINAIRES ET ACTIONS DE FORMATION	23
III. EXECUTION DU BUDGET 2020-21 ET PROJECTION 2021-22 (EN DOLLARS ÉTATS-UNIS AU 30 SEPTEMBRE 2020)	28
IV. ETAT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES POUR LE CYCLE IV AU 30 SEPTEMBRE 2020	29
V. ANNEXES DU RAPPORT	31
ENCADRES	
1. Le soutien aux pays de l'AFRITAC de l'Ouest lors de la campagne « ISORA 2020 »	9
2. L'approche expérimentée par l'AFRITAC de l'Ouest pour maintenir l'orientation pratique de l'assistance technique malgré la COVID-19, notamment pour les pays dits « fragiles »	10
TABLEAUX	
1. Exécution du programme de travail AF2020, par domaine (Situation au 31 octobre 2020)	9
2. Webinaires organisés au cours du premier semestre (Situation au 31 octobre 2020)	23

Abréviations et acronymes

AE	Autorisations d'engagement
AF	Année fiscale
AFRITAC	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique
AFW	AFRITAC de l'Ouest
AT	Assistance technique
AUT	Agence UMOA-titres
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCRG	Banque centrale de République de Guinée
BO	Bilan d'ouverture
CAD	Contrôle après dédouanement
CBMT/CDMT	Cadre budgétaire à moyen terme / Cadre de dépense à moyen terme
CDA	Commissionnaires en douane agréés
CDCP	Comptabilité en droit constaté et patrimoniale
CD-PORT	Capacity Development-Projects, Outputs, and Results Tracking
CE	Crédits d'engagement
CIAT	Inter-American Center of Tax Administrations
CNT	Comptes nationaux trimestriels
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
CP	Crédits de paiement
CREPMF	Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers
CUT	Compte unique du Trésor
DGB	Direction générale du Budget
DGBF	Direction générale du Budget et des Finances
DGCI	Direction générale des Contributions et des Impôts
DGD	Direction générale des Douanes
DGDP	Direction générale de la Dette publique
DGI	Direction générale des Impôts
DGID	Direction générale des Impôts et des Domaines
DGPEE	Direction générale des Prévisions et des Études économiques
DGT/DGTCP	Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique
DIS	Direction de l'Informatique et de la Statistique
DLR	Direction de la Législation et de la Règlementation
DNB	Direction nationale du Budget
DNEEP	Direction nationale des Etudes économiques et Prévisions
DNP-APD	Direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
DPAE	Direction de la Prévision et de l'Analyse économiques
DPEE	Direction de la Prévision et des Etudes économiques
DPB	Direction de la Programmation budgétaire
DPBEP	Direction de Programmation budgétaire et économique pluriannuelle
DPIB	Direction de la Programmation des investissements publics
DPMC	Direction de la politique monétaire et du crédit
DPPD	Documents de programmation pluriannuelle des dépenses
DPPSE	Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques économiques

DRAR	Direction chargée du Renseignement et de l'Analyse de risque
DRED	Direction du renseignement et des enquêtes douanières
FAD	Département des Finances publiques du FMI
FMI	Fonds monétaire international
GAR	Gestion axée sur les résultats
GIZ	Coopération technique allemande
ICD	Institut pour le développement des capacités du FMI
INS/ INSTAT	Institut national de la statistique
IOTA	Intra-European Organisation of Tax Administrations
IPC	Indice des prix à la consommation
IPCE	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
IPI	Indice de production industrielle
IPPI	Indice des prix des produits industriels
ISORA	International Survey on Revenue Administration (Enquête internationale sur l'administration des revenus)
MCM	Département des capitaux et des marchés monétaires du FMI
MQC	Modèles quasi-comptables
MSFP	Manuel de statistiques de finances publiques
MTRS	Stratégie de mobilisations des recettes à moyen terme
MTDS/SDMT	Stratégie de la dette à moyen terme
NIF	Numéro d'identification fiscale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
OMC	Organisation mondiale du Commerce
OMD	Organisation mondiale des Douanes
ONS	Office national de la Statistique
OTR	Office togolais des recettes
PAP	Projets annuels de performance
PCE	Plan comptable de l'État
PED	Plans d'engagement des dépenses de l'Etat
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Évaluation de la gestion de l'investissement public
PPAT	Projet pluriannuel d'assistance technique
PPP	Partenariat public privé
PTE	Plans de trésorerie de l'Etat
PVI	Programme de vérification des importations
RBM	Results Based Management (Gestion axée sur les résultats)
RWA	Actifs à risques pondérés
SCN	Système de Comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la Dette à moyen Terme
SFP	Statistiques des Finances publiques
SGCUBU	Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA
SYSGEX	Système de gestion des exonérations
SYDONIA	Système douanier automatisé
TADAT	Tax Administration Diagnostic Assessment Tool (Outil d'évaluation des administrations fiscales)
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat

TRE	Tableau des emplois ressources
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UMOA	Union monétaire ouest-africaine

INTRODUCTION

- 1. Le premier semestre de l'AF 2021 (mai 2020-octobre 2021) a été marqué par les effets de la pandémie de la COVID-19 sur les économies des pays membres et sur le programme de travail du Centre.** L'AFRITAC de l'Ouest continue d'apporter son appui à distance à ses pays membres compte tenu de la crise sanitaire et c'est le lieu de souligner que les défis majeurs que rencontrent nos pays dans la lutte contre la pandémie soulignent la pertinence et l'urgence des priorités stratégiques du Centre. Les priorités des besoins en assistance technique n'ont pas changé, mais bien leur urgence.
- 2. Les perspectives économiques régionales actuelles en Afrique subsaharienne montrent que l'activité en 2020 devrait subir une contraction de 3%.** Pour 2021, la croissance régionale devrait se redresser modestement à 3,1%. Ces perspectives sont exposées à des risques importants, notamment en ce qui concerne l'évolution de la pandémie de COVID-19 et la résilience des systèmes de santé de la région. Globalement, les perspectives de la région seront fonction de la disponibilité de financements supplémentaires et de réformes nationales porteuses de transformations qui permettront de renforcer la résilience (accroissement des recettes, passage au numérique, amélioration de la transparence et de la gouvernance), d'accélérer la croissance à moyen terme, de créer des débouchés pour une vague de nouveaux arrivants sur le marché du travail et d'avancer vers les objectifs de développement durable¹.
- 3. L'AFRITAC de l'Ouest a apporté son appui à ses pays membres pour relever ces défis à l'aide des missions d'assistance technique,** des formations et des webinaires régionaux pour répondre aux besoins d'AT des pays membres.
- 4. Ce rapport présente l'exécution à mi-parcours du programme de travail de l'AFRITAC de l'Ouest sur le premier semestre de l'AF 2021.**
- 5. Sur la période couverte, le Centre a conduit 46 missions et webinaires sur 75 prévus dans le programme initial pour le premier semestre, soit un taux d'exécution de 61%.** Ce taux s'explique par la crise sanitaire et le départ de deux conseillers résidents dont un poste est resté vacant durant 5 mois. En outre, les tensions socio-politiques enregistrées dans quelques pays membres ont empêché la tenue de certaines missions. Toutefois, il convient de remercier les pays qui font des efforts d'organisation pour « accueillir » nos missions à distance, dans les meilleures conditions possibles et qui ont participé aux webinaires organisés par le centre et le FMI.
- 6. La Guinée, le Togo, la Mauritanie et les organisations régionales (UEMOA) font partie des bénéficiaires ayant les taux d'exécution les plus élevés** (Graphique 1). 16 missions ont été annulées ou reportées sur la prochaine année et 6 nouvelles missions ont été demandées par les bénéficiaires en rapport avec la pandémie.
- 7. Pour ce qui est des actions de formation, 11 webinaires ont été conduits à distance au niveau régional** au cours du premier semestre par le Centre dans les domaines de la gestion de la dette et du développement des marchés financiers, de la gestion des dépenses publiques, des statistiques du secteur réel et de l'analyse macro-budgétaire. Ces webinaires sont une réponse directe

¹ [#IMFAfrica](http://imf.org/AfricaREO)

à la crise sanitaire et ont permis aux pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest de préparer leurs réponses.

8. **Tous ces webinaires réalisés au premier semestre sont des activités nouvelles qui ont été conduites à la demande des pays dans le cadre de la lutte contre la pandémie.** Elles portent entre autres sur les défis liés à la pandémie dans la compilation des statistiques, la gestion de la trésorerie et de la dette en période de pandémie et les outils budgétaires en réponse à la pandémie. Six nouvelles missions ont également été conduites à la demande des bénéficiaires. Pour le second semestre, 79 missions et webinaires sont prévus dans le programme révisé.

9. **Concernant les mouvements de personnel, la période sous revue a été marquée par le départ de deux Conseillers résidents**, MM Eric Lemarchand et Bacari Koné anciennement Conseillers en supervision bancaire et gestion des dépenses publiques.

10. **Le Centre a enregistré l'arrivée de Mme Ha Vu en remplacement de M. Koné.** Mme Ha Vu a occupé plusieurs postes au FMI, comme économiste principal au sein du Département des finances publiques, ainsi qu'à la Banque mondiale. Elle dispose d'une expérience de 20 ans dans les finances publiques, l'administration publique, l'enseignement et la recherche.

11. **S'agissant de sa politique de communication, l'AFRITAC de l'Ouest poursuit l'animation et la mise à jour de son site internet, de sa page Facebook et la mise en ligne à la disposition des membres du comité des comptes rendus de mission.** Plusieurs fiches techniques en rapport avec la gestion des finances publiques dans le contexte de la crise sanitaire sont disponibles sur le site et la page Facebook du Centre.

Graphique 1. Exécution du programme de travail du premier semestre de l'AF2021 (Situation au 31 octobre 2020)

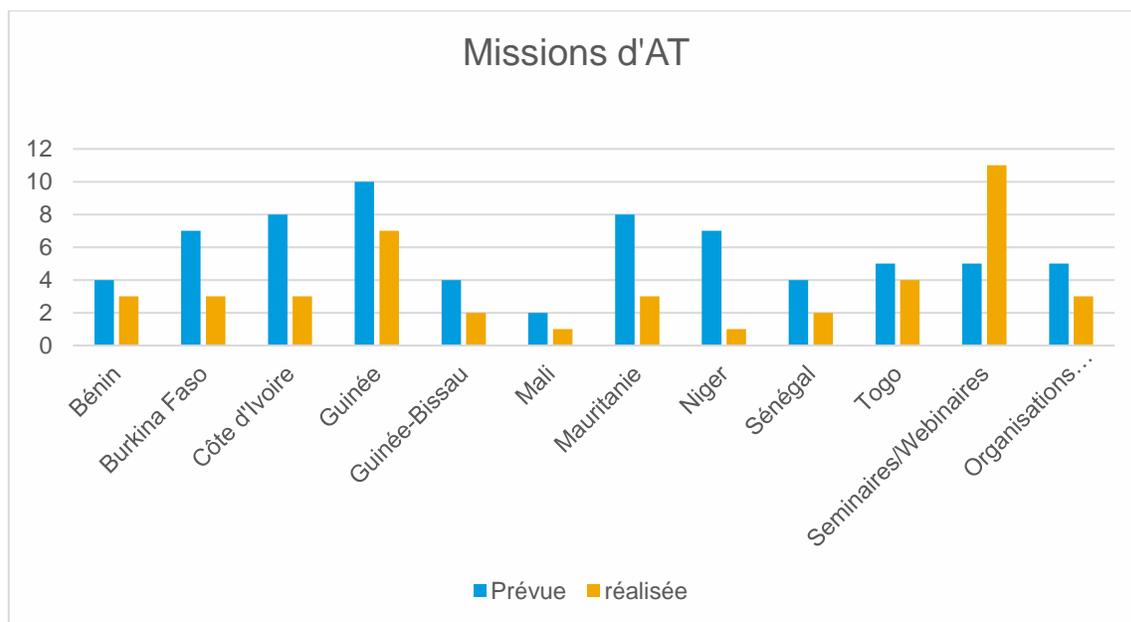


Tableau 1. Exécution du programme de travail AF2020, par domaine (Situation au 31 octobre 2020)

Domaine d'activités	Programme initial (nombre de missions)	Programme révisé AF 2020	Programme initial du premier semestre (nombre de missions)	Missions réalisées premier semestre AF2021	Taux d'exécution (en pourcentage)
Administration douanière	19	19	11	6	55
Administration fiscale	26	26	13	5	8
Gestion des dépenses-Budget	14	14	4	2	50
Gestion des dépenses-Trésor	13	12	6	5	83
Statistiques de finances publiques	14	13	7	6	86
Statistiques du secteur réel	20	19	10	5	50
Gestion de la dette publique	19	14	6	3	50
Supervision bancaire	14	14	6	1	17
Analyse macro-budgétaire	13	11	7	2	29
Séminaires/Webinaires	11	12	5	11	220
TOTAL	163	154	75	46	61

12. **Les encadrés qui suivent fournissent des informations en administration fiscale et portent sur l'outil ISORA (International Survey on Revenue Administration)** qui permet aux administrations fiscales de mieux gérer et évaluer leur rendement, tout en facilitant les comparaisons internationales et l'élaboration des normes de mesure de la performance des administrations fiscales (encadré 1). L'encadré 2 porte sur le volet « mobilisation des ressources intérieures » de l'initiative du FMI en faveur des pays dits « fragiles ».

Encadré 1. Le soutien aux pays de l'AFRITAC de l'Ouest lors de la campagne « ISORA 2020 »

Conformément à son mandat qui est de proposer une assistance technique de première ligne aux États membres dans les domaines couverts par le FMI, l'AFRITAC de l'Ouest a assuré au courant du premier semestre de l'année fiscale 2020/2021 l'encadrement des administrations fiscales de la sous-région, qui participent toutes à la campagne ISORA 2020. À titre de rappel, ISORA (International Survey on Revenue Administration) est une initiative de collecte des données des administrations fiscales développée en partenariat par plusieurs organisations internationales (FMI, CIAT, IOTA, OCDE). Elle a été lancée en 2012 avec pour objectif d'alimenter une plateforme numérique qui met à la disposition des pays et des organisations internationales des informations sur les performances et les pratiques des administrations fiscales. Cet outil permet aux administrations fiscales de mieux gérer et évaluer leur rendement, tout en facilitant les comparaisons internationales et l'élaboration des normes de mesure de la performance des administrations fiscales. La participation à l'initiative ISORA se fait sur une base volontaire et les informations sont auto-déclaratives. 159 pays ont pris part à la campagne 2018 dont la quasi-totalité des membres de l'AFRITAC de l'Ouest. L'appui apporté aux pays membres par l'AFRITAC de l'Ouest pour la campagne ISORA 2020 s'est d'abord traduit par la remobilisation des points focaux ISORA pour s'assurer de leur disponibilité. La procédure de délivrance des codes d'accès à la plateforme a été supervisée, avant la transmission des outils didactiques et l'organisation des séances de mutualisation des expériences. L'étape du suivi des travaux de remplissage des formulaires est en cours et se poursuivra jusqu'en janvier 2021, avant la phase de contrôle qualité des données, de traitement, et enfin la publication des statistiques.

Encadre 2. L'approche expérimentée par l'AFRITAC de l'Ouest pour maintenir l'orientation pratique de l'assistance technique malgré la COVID-19, notamment pour les pays dits « fragiles »

L'initiative du FMI en faveur des pays dits « fragiles », sur son volet « mobilisation des ressources intérieures », a vocation à soutenir la mise en œuvre des réformes, en proposant aux administrations fiscales un accompagnement pratique dans l'exécution des missions de base. Cette approche a été retenue il y a quelques années, pour aider les pays à réduire le gap persistant entre les réformes préconisées et leur implémentation, en leur apportant les compétences clés permettant de surmonter les obstacles à la conduite des projets et des activités (analyse et planification, responsabilisation et allocation des moyens, animation et suivi d'activité, contrôle et évaluation, etc.). Les missions conduites dans ce cadre nécessitent des interactions étroites et régulières entre l'expert et le staff, afin d'assurer le transfert des capacités déficientes, à travers un soutien concret à la réalisation des tâches identifiées. Préserver autant que possible cette approche d'assistance technique malgré la COVID-19 est apparu comme une priorité pour l'AFRITAC de l'Ouest, afin d'éviter à ces administrations fiscales l'effondrement des acquis obtenus sur la période récente, tout en les préparant à relever les défis de l'après pandémie. Mais comment maintenir un appui à l'exécution des tâches dans un contexte de missions à distance ?

Pour ce faire, 4 dispositifs ont été expérimentés par le Centre. (i) Des visioconférences ont d'abord été initiées en amont avec les autorités, pour valider sur chaque besoin d'assistance technique les axes d'intervention potentiellement adaptés à une approche pratique à distance. (ii) Ensuite, les missions ont été introduites par des actions de formation légères ou de benchmarks ciblés (1-2 jours). En Guinée, une présentation des principes du TADAT encadrant l'informatisation d'une administration fiscale moderne a été effectuée lors de la mission sur les téléprocédures et au Togo, l'expérience sénégalaise de l'immatriculation a été partagée à distance, grâce à l'expert résident du FMI dans ce pays. Ces actions permettent aux agents de s'imprégner des principes fondamentaux, ce qui facilite ensuite l'identification des marges de progrès et le choix des lacunes à approfondir durant la mission. (iii) Une organisation par groupe de travail restreint (2-4 agents) a également été expérimentée ; chacun d'eux conduit un exercice de brainstorming sur un problème donné, puis présente en plénière un projet de livrable. (iv) Enfin, pour favoriser l'appropriation des résultats, le responsable du service bénéficiaire coanime avec l'expert la restitution finale devant les autorités. Bien que cette méthodologie nécessite une organisation conséquente, les agents ayant encore du mal à tenir les délais, les appréciations des premiers bénéficiaires militent en faveur de sa poursuite, au moins jusqu'au retour des missions en présentiel.

I. RESULTATS DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE

13. **Cette section décrit les activités conduites pour le compte des bénéficiaires de l'AT du Centre, présente les résultats obtenus au cours du premier semestre de l'AF 2021.** Les activités réalisées, prévues sur le reste de l'AF 2021, annulées et reportées sont présentées dans les tableaux annexes du rapport par projet et pays.

A. Bénin

Administration douanière

14. **Renforcement du contrôle après dédouanement.** L'assistance technique fournie à distance a évalué : (1) la mise en œuvre des mesures d'analyse des risques et de la stratégie de contrôle après dédouanement. Les travaux ont permis de constater que la réduction d'effectifs amorcée en 2019 a eu un impact négatif sur la capacité de la Direction du renseignement et des enquêtes douanières (DRED) à atteindre les objectifs fixés. De nouveaux agents ont récemment été affectés à la DRED et sont actuellement en formation mais deux postes de chefs d'équipe ne sont toujours pas pourvus de façon permanente. Le plan annuel a été élaboré par la DRED à l'aide d'outils d'analyse des risques, mais rien n'a été prévu pour analyser et faire remonter les résultats des audits réalisés au regard des risques et des entreprises identifiés. Il a été noté comme recommandé par la mission de mai 2019, que l'inventaire pour une meilleure attribution et un meilleur suivi des dossiers a été fait.

Administration fiscale

15. **Renforcement de l'action de pilotage de l'administration fiscale.** Le but de cette mission était (1) d'évaluer et renforcer la feuille de route des autorités pour sécuriser les recettes dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19, (2) mettre à jour un plan de renforcement du civisme fiscal pour remédier aux principales faiblesses identifiées par l'évaluation TADAT de novembre 2019, (3) renforcer le pilotage de l'administration fiscale et le suivi des opérations fiscales et (4) fournir un cadre de gestion axée sur les résultats (GAR) qui permettra d'établir un lien entre les mesures prises et les travaux en cours sur la future stratégie de mobilisations des recettes à moyen terme (MTRS). La mission a été réalisée à l'aide d'entretiens, de réunions de coaching, de documentation fournie par l'administration fiscale et de rapports antérieurs du département des finances publiques du FMI (FAD).

16. **Au 31 mai 2020, la performance du chiffre d'affaires n'avait pas baissé mais la situation des recettes restait fragile et le plan de continuité d'activité devrait être amélioré.** A l'instar de nombreux pays de la sous-région, la nécessité de renforcer les capacités de pilotage et de suivi de l'administration fiscale béninoise apparaît comme un élément essentiel dans la consolidation des réformes, l'amélioration de la gestion des risques voire l'obtention de meilleures performances. La nécessité d'une approche volontaire d'anticipation dans le pilotage se retrouve aussi bien dans la gestion des priorités à court terme que dans celles du renforcement des capacités à moyen terme, qu'il s'agisse de la maîtrise des activités en cours, de la gestion des projets ou de la mise en œuvre de réformes stratégiques.

Statistiques du secteur réel

17. **Les travaux sur les comptes nationaux ont permis de revoir les estimations des comptes nationaux 2017 préparées par l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE) et formuler des recommandations détaillées pour améliorer le traitement des sources de données des comptes nationaux 2018.** L'INSAE finalisera ces estimations dans un délai de trois mois.

18. **Concernant les comptes 2017, la mission a fourni une analyse détaillée des Tableaux des ressources emplois (TRE) et des comptes de branche produits par l'INSAE et fait des recommandations pour leur amélioration.** L'analyse a révélé d'importants mouvements des indices de volume et de prix pour toutes les composantes des équilibres ressources et emplois au sein des TRE. La mission a recommandé de les examiner attentivement. D'autres commentaires portent sur l'utilisation des variations des salaires moyens comme déflateur des agrégats des administrations publiques en remplacement de l'indice des prix à la consommation (IPC). Des collectes de données supplémentaires seront nécessaires pour prendre en compte les recommandations.

19. **Concernant le traitement des sources de données 2018, la mission a développé un modèle de traitement des états financiers des entreprises formelles** qui sont désormais préparés selon les nouvelles règles comptables en place dans l'espace OHADA. La mission a également passé en revue les principales sources de données préparées par l'INSAE et fait des recommandations pour leur amélioration notamment pour l'assurance et la pêche.

B. Burkina Faso

Administration douanière

20. **Renforcement de la gestion, du suivi et du contrôle des exonérations et des admissions temporaires.** L'assistance technique fournie à distance a permis de noter une amélioration sensible de la qualité des demandes lors des contrôles à effectuer. L'essentiel des contrôles ont été réalisés en différé. L'intégration du module SYSGEX dans le système SYDONIA initialement prévue a été abandonnée pour des raisons techniques et financières. Les possibilités offertes par SYDONIA ont conduit la Direction de l'Informatique et de la Statistique (DIS) et la Direction de la Législation et de la Réglementation (DLR) avec l'aide et le soutien de la CNUCED à concevoir un nouveau module de gestion des exonérations dont la mise en service devrait être effective courant novembre après qu'une formation ait été effectuée aux agents de la DLR et aux commissionnaires en douane agréés (CDA). Si les nouveaux codes additionnels et les textes révisés ont été mis à jour dans SYSGEX, les difficultés liées à la sécurisation des exonérations n'ont pas été résolues et demeurent un problème permanent en attendant la mise en route du nouveau module. En ce qui concerne le suivi des décisions d'exonérations et principalement les prolongations de délai au sein de SYSGEX, les données ne sont pas toujours actualisées. La mission a été informé notamment que les modules SYSGEX et SYGICODE ne sont pas correctement alimentés, ce qui entraîne un surcroît de travail inutile notamment lors du ciblage des sociétés à contrôler. La diversité des procédures, le nombre important d'opérations enregistrées et, depuis les recommandations, une alimentation, en progrès mais encore insuffisante, de SYGICODE, devraient permettre à ce service d'effectuer des analyses de risque qui soient exploitables et permettent d'obtenir des résultats probants.

Gestion de la dette

21. **Gestion de la dette garantie et des passifs éventuels.** La mission s'est tenue à distance sous forme d'atelier d'assistance technique et de formation au profit des cadres de la direction de la dette et de la direction de la coopération. Elle a permis (i) d'offrir à ces structures une formation sur les meilleures pratiques de gestion opérationnelle des garanties de dette ; (ii) aider la Direction de la Dette à mieux évaluer et gérer les risques liés aux garanties de dette et aux passifs éventuels y compris la dette garantie dans le cadre des PPP; (iii) proposer des recommandations pour inclure les questions de dette garantie et de passif éventuel dans l'analyse de viabilité de la dette et d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT).

Gestion des finances publiques

22. **Appui à la mise en œuvre des plans d'engagement des dépenses pour améliorer l'exécution budgétaire.** Cet appui du 10 au 21 août 2020 avait pour principal objectif de renforcer les capacités des gestionnaires budgétaires au niveaux central et ministériels en matière d'élaboration des plans d'engagement des dépenses de l'Etat (PED), de technique de conception et d'actualisation des PED, ainsi que d'articulation de ces plans avec les outils de suivi de la trésorerie, en l'occurrence le plan de trésorerie de l'Etat (PTE).

23. **Depuis janvier 2017, le Burkina Faso a progressivement basculé dans le mode de gestion budgétaire par programmes.** Ce nouveau mode de gestion requiert l'adaptation de la chaîne de la dépense, afin d'atteindre les objectifs fixés pour chaque programme dans des délais et conditions de sécurité raisonnables. A la suite de la mission d'évaluation de la gestion des investissements publics (PIMA) réalisée par le Département des finances publiques (FAD) en 2017, une première mission d'expert de l'AFRITAC de l'Ouest réalisée en février 2018 avait recommandé la mise en œuvre de plans d'engagement des dépenses (PED) articulés avec le plan de trésorerie de l'Etat (PTE).

C. Côte d'Ivoire

Gestion des dépenses publiques

24. **Appui à la préparation des opérations de clôture et d'inventaire de l'exercice en comptabilité en droits constatés (CDCP).** Cet appui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau cadre juridique de gestion des finances publiques, issu de la transposition des directives communautaires de l'Union économique et monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Les travaux ont consisté à effectuer le suivi de la mise en œuvre des recommandations formulées lors de la précédente mission, portant sur la préparation du bilan d'ouverture 2020. Ils ont permis d'élaborer un projet d'arrêté interministériel portant sur les opérations de clôture et d'inventaire et leur calendrier, en CDCP sur la base des discussions techniques menées avec la Direction Général du Trésor et de la Comptabilité publiques. La mission a également contribué à l'élaboration d'un projet de feuille de route actualisé pour la stratégie d'initialisation du bilan d'ouverture prévu pour 2021 et son enrichissement progressif jusqu'en 2023. Par ailleurs, la mission a animé un atelier de renforcement des capacités sur les opérations de clôture et d'inventaire en CDCP à l'attention d'une quinzaine de participants.

Statistiques du secteur réel

25. **La mission a poursuivi les travaux de mise en place de l'année de base 2015 selon le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) avec une formation sur la rétropolation.** A

l'issue du renforcement de capacité sur la rétopolation, les cadres de l'INS sont en mesure d'apprécier la pertinence des méthodologies disponibles en fonction des incohérences à résoudre entre les séries anciennes et renouvelées. La méthode la plus robuste est la recompilation (bottom-up). Elle nécessite de disposer de données sources sur le passé. En leur absence, les approches mécaniques de raccordement ou d'interpolation sont des alternatives. A ce stade, les cadres devraient faire le point sur les problèmes à résoudre pour chaque série individuelle et les sources de données mobilisables. En outre, l'INS compte organiser un atelier afin de recueillir les besoins des utilisateurs pour mieux dimensionner l'ampleur du projet de rétopolation.

26. **Concernant les comptes définitifs 2018, la collecte des déclarations statistiques et fiscales est toujours en cours.** Les comptes nationaux trimestriels 2019 et 2020 sont toujours basés sur l'ancienne série de comptes nationaux (année de base 1996) en attendant les travaux d'alignement sur les séries de comptes nationaux rebasées (année de base 2015) d'ici la fin de 2020. Les premières estimations préparées pour le premier trimestre 2020 sont en cours de révision.

Statistiques des finances publiques

27. **L'appui du Centre a permis de finaliser et d'affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique, permettant ainsi à la Côte d'Ivoire de produire la situation consolidée des statistiques de finances publiques conformément au *Manuel de Statistiques des Finances Publiques (MSFP) 2014*.** Relativement aux autres tableaux du cadre d'analyse minimum, les travaux ont permis d'examiner les situations produites. Il faut souligner que depuis 2018, la Côte d'Ivoire produit régulièrement les situations de la dette, des flux de trésorerie et du bilan financier. L'AT a permis également au centre d'outiller les acteurs de finances publiques ivoiriennes aux normes comptables et d'enregistrement des opérations sur la base des droits et obligations constatées. Les travaux ont également porté sur la codification des états financiers des unités extrabudgétaires affinées conformément au *MSFP 2001/2014* ; ils ont permis de produire les tables de passage des unités extrabudgétaires ainsi que le TOF dudit sous-secteur conformément au *MSFP 2001/2014*.

28. **En outre, les capacités des acteurs ont été renforcées sur les principes du *MSFP 2001/2014*.**

D. Guinée

Administration douanière

29. **Renforcement de la fonction d'évaluation en douane.** Les travaux ont permis de noter que sur l'ensemble des recommandations faites par la mission d'octobre 2019, la majorité a été totalement ou partiellement exécutée et seulement quelques-unes n'ont pas encore été rendues effectives. Les deux structures, destinées à piloter la mise en œuvre et assurer le suivi de la stratégie adoptée par la douane pour renforcer la fonction d'évaluation, ont vu le jour en novembre 2019 mais une faible périodicité de rencontre qui ne permet pas réellement de piloter et de suivre ladite stratégie a été constatée. Le document relatif à la stratégie de réappropriation de la fonction d'évaluation en douane a été adopté mais son application reste à améliorer. Pour lancer la réappropriation progressive de la fonction d'évaluation, la Douane a procédé à une analyse qui lui a permis de retenir une première liste de produits. Le renforcement de la Section Valeur a bien été initié mais il reste encore des étapes à franchir. Le module « Valeur » de SYDONIA World a été mis en production depuis août 2020.

30. **Malgré le bilan globalement positif relevé, l'échéance du mois de septembre que la douane s'était fixée, pour s'approprier et maîtriser efficacement la fonction d'évaluation en douane sur tout le territoire, n'a pas été respectée.** Les répercussions de la situation sanitaire mondiale sont une des raisons majeures de ce retard. En conséquence, des mesures d'ajustement sont nécessaires pour faire en sorte que l'ensemble des personnes concernées par la fonction d'évaluation (douaniers, opérateurs économiques) maîtrise ladite fonction et sécuriser davantage les recettes. Ces mesures prioritaires ont été présentées aux autorités.

Administration fiscale

31. **Appui à l'implémentation des premiers volets du projet de digitalisation de la Direction nationale des impôts (DNI).** Compte tenu du contexte de la COVID-19, une visioconférence avec les autorités a été organisée au préalable courant mai 2020 pour identifier les contours de l'assistance technique à distance à délivrer conjointement par le Département des finances publiques du FMI et l'AFRITAC de l'Ouest afin d'accompagner le projet d'informatisation de la DNI. Les objectifs de la mission, définis sur la base de cette concertation étaient (i) d'accompagner l'implémentation des téléprocédures et (ii) la gestion du changement, puis (iii) assister les équipes en matière d'analyse fonctionnelle. La mission a noté la poursuite encourageante du projet d'informatisation malgré le contexte difficile. Aussi, pour renforcer ces premiers acquis, une matrice des risques du projet a été conçue et discutée avec le Ministre du budget. Elle recommande d'introduire des dispositifs additionnels dans les téléprocédures, de corriger le périmètre du projet et de renforcer sa gouvernance. Afin de faciliter l'implémentation de ces recommandations, (i) une stratégie de gestion du changement a été validée avec les services, (ii) une formation a été dispensée sur l'analyse des processus de gestion des contribuables à informatiser et (iii) des travaux pratiques ciblés ont été réalisés (immatriculation ; sécurisation de la TVA).

Statistiques de finances publiques

32. **Travaux d'affinement des Statistiques de finances publiques selon le MSFP.** L'appui du Centre a permis de produire les statistiques de l'administration publique centrale budgétaire conformément aux normes du manuel de statistiques de finances publiques 2014. En outre, le soutien du centre a permis de définir d'une méthodologie de collecte et de traitement des données liées à la réaction gouvernementale au pic de la pandémie de la COVID-19. Le Centre a également apporté sa contribution pour la facilitation de la mise en place de l'équipe technique en charge de la collecte et la compilation des statistiques de finances publiques. Relativement aux autres sous-secteurs de l'administration publique, le centre a finalisé le tableau des opérations financières de la sécurité sociale. De même, des recommandations ont été données pour la collecte des données primaires détaillées de l'exécution budgétaire des collectivités locales.

Statistiques du secteur réel

33. **Avec l'appui de la mission, l'Institut National de la Statistique (INS) de Guinée a pu disposer des estimations des comptes nationaux provisoires 2019 (CN 2019) qu'elle doit revoir avant leur diffusion.** En ce qui concerne le rebasage, la mission a proposé de choisir une année de référence plus récente et a aidé l'INS dans la compilation des données sources.

34. **La qualité des statistiques guinéennes reste un défi pour plusieurs secteurs.** Les statistiques sur le minerai d'or et le diamant publiées officiellement par le Bureau des statistiques et du développement (BSD) du ministère des Mines sont vraiment différentes de celles établies par la

Banque centrale de la République de Guinée. Les statistiques des prix à la production des produits agricoles se confondent souvent avec les prix à la consommation.

35. **Pour préserver l'intérêt du rebasage et éviter d'avoir à combler un écart important, la mission a proposé de prendre une année de référence plus récente des comptes nationaux.** Le nouveau repère pourrait être choisi en conformité avec de nombreuses enquêtes (consommation des ménages, secteur informel, commerce transfrontalier, etc.) réalisées récemment.

36. **L'équipe des comptes nationaux (CN) a aussi montré un vif intérêt pour la collecte de données afin de compiler les comptes nationaux trimestriels (CNT).** La mission a examiné la liste des indicateurs de haute fréquence (IHF) proposée par l'équipe de l'INS et fait des recommandations. Toutefois, la mission presse l'INS d'améliorer la qualité des CNA avant de donner la priorité aux CNT.

Gestion de la dette

37. **Appui au développement du marché des valeurs du Trésor.** Les travaux de la mission se sont déroulés sous forme d'ateliers de formation, d'échange et de discussion qui ont réuni les cadres de la Direction nationale de la dette et de l'aide publique au développement (DND-APD), de la Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique (DNTCP) ainsi que les cadres de la Direction de la politique monétaire et du crédit (DPMC) de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG). Ces ateliers de formation ont porté sur l'émission des Obligations du Trésor (OdT) par adjudication et notamment sur les caractéristiques financières des OdT, l'organisation et la gestion des adjudications d'OdT, la gestion des relations avec le marché et la programmation des émissions d'OdT en relation avec la Stratégie de la dette et le plan de trésorerie.

38. **La mission a également permis de proposer une révision de l'Instruction de la BCRG relative aux enchères des Valeurs du Trésor et élaborer certains documents nécessaires à la préparation du processus d'émission des OdT sur le marché intérieur des valeurs du Trésor de la République de Guinée ;** notamment (i) le mode opératoire relatif à l'organisation et la gestion des émissions d'OdT ; (ii) un projet de guide des souscripteurs dans les OdT ; et (iii) un plan de communication vis-à-vis des investisseurs dans les OdT.

Supervision et restructuration bancaires

39. **Supervision bancaire.** Les travaux ont permis d'élaborer un projet de texte sur la définition du capital bancaire. La mission a également : i) examiné un projet de questionnaires que les banques doivent remplir concernant certains types d'instruments financiers ou d'opérations réalisées ii) collecté des données pour préparer la prochaine étude d'impact sur la révision de la méthodologie des actifs pondérés en fonction des risques (RWA).

40. **La mission a fourni des conseils sur les évaluations annuelles faites par le personnel de la banque centrale et a examiné 16 évaluations.** Les évaluations ont été faites à partir de l'outil de notation révisé mis au point par AFRITAC de l'Ouest lors des missions précédentes.

Analyse macro-budgétaire

41. **Amélioration du modèle MSEGUI.** La mission a contribué à aligner les modules de projection du compte des administrations publiques et de la balance des paiements sur les nouveaux référentiels méthodologiques (*MSFP 2011/14* et manuel 6 de la balance des paiements du FMI). Le module Dette a

également été revu et rendus opérationnel. En ce qui concerne les opérations de l'administration publique, les travaux se sont cependant limités aux projections de l'administration centrale en raison de l'indisponibilité de statistiques couvrant l'ensemble des secteurs de l'administration publique.

42. **Une analyse critique du document de programmation budgétaire pluriannuelle (DPBP) et de la note de cadrage macroéconomique a permis d'identifier des pistes pour leur renforcement.** Une feuille de route a été produite pour la finalisation des travaux après la mission.

E. Guinée-Bissau

Administration douanière

43. **Révision de la Loi contentieux 1944.** L'appui visait à aider l'Administration des douanes à réformer et à mettre en œuvre les dispositions techniques et administratives des procédures contentieuses et du système de sanctions du code des douanes. Les propositions de modernisation du contentieux douanier et le tableau des sanctions devraient être mis en œuvre en attendant l'adoption du nouveau code des douanes. Le Code du contentieux douanier colonial approuvé par le décret n° 33.531 du 21 février 1944, bien que complètement dépassé, est toujours en vigueur. La présente mission a noté qu'aucun progrès n'a été observé dans la mise en œuvre du plan d'action convenu en mars 2019.

44. **Conjointement avec le personnel des douanes, la mission a élaboré une législation secondaire qui réglerait les litiges techniques et administratifs douaniers selon les normes modernes tout en tenant compte de l'environnement local.** La mission a contribué à la mise en place d'une équipe de travail pour suivre la mise en œuvre du plan d'action actualisé et des mesures recommandées, en particulier l'application immédiate des dispositions et procédures de la loi sur les infractions fiscales jusqu'à la publication du nouveau code des douanes et la soumission des projets de loi sur les contentieux techniques et administratifs douaniers.

Statistiques de finances publiques

45. **Dans la dynamique des avancées réalisées lors des précédentes missions, les activités de l'AF21 ont permis d'affiner les statistiques de l'administration publique centrale budgétaire.** La mission a également permis de sensibiliser les acteurs de finances publiques à la définition d'une méthode de collecte et de traitement des données primaires des opérations liées au COVID 19. A cet effet, les statistiques de l'exercice budgétaire 2020, devront être ajustées des opérations liées au covid-19 dont une bonne partie a fait l'objet d'une exécution extra budgétaire.

46. **Relativement à l'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques, le passage en revue des opérations des collectivités locales et de la sécurité sociale a permis d'élaborer les ébauches des TOFE desdits sous-secteur.**

47. **Les séances de travail avec les autres acteurs de finances publiques ont permis de redéfinir les sources de données et de responsabiliser les structures en charge de la production des données primaires** et celles en charge de la compilation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum notamment la situation des flux de trésorerie et de la dette de l'administration publique centrale budgétaire.

F. Mali

Gestion des dépenses publiques

48. **Appui à l'assainissement des comptes de la balance générale de comptes.** La mission a appuyé l'assainissement de la balance générale de comptes et fait le suivi des travaux du bilan d'ouverture (BO) 2018, dans le cadre de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés.

49. **L'appui a permis de revoir la méthodologie d'assainissement des comptes mise en œuvre par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) et de formuler des recommandations pour l'aboutissement de l'assainissement des comptes et l'amélioration de la qualité du BO.** Les principales recommandations portent notamment sur la mise en place du pilotage stratégique de l'assainissement des comptes en impliquant le Cabinet du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) avant la fin de l'année 2020 ; la création d'un comité d'assainissement afin de valider le rapport d'assainissement préparé par la DNTCP (total à assainir de 73,5 Milliards de FCFA) ; la démarche proposée doit permettre de réunir les principaux acteurs à savoir les services de la DNTCP, des Directions Générales du Budget (DGB), des Impôts, des Douanes et de la Dette publique et si possible la section des comptes de la Cour Suprême (avant fin 2020) afin de valider les travaux techniques déjà réalisés par la DNTCP.

G. Mauritanie

Statistiques de finances publiques

50. **Appui à l'affinement et production du TOF du sous-secteur des collectivités locales et appui à l'opérationnalisation de l'équipe en charge de la production des statistiques de l'administration centrale budgétaire.** L'appui du centre a permis d'affiner le tableau des opérations financières du sous-secteur des collectivités locales de l'exercice 2018 et de produire la situation de l'exercice 2019. Les travaux ont permis également de redynamiser l'équipe en charge de la production des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire. A cet effet, la prochaine mission permettra de relancer l'élaboration du tableau des opérations financières des autres sous-secteurs de l'administration publique et de définir une méthodologie pour la production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum.

51. De même, la mission a relancé la nécessité de rendre opérationnelle la création du comité élargi en charge de la production des statistiques de l'administration publique et du secteur public.

Statistiques du secteur réel

52. **La mission a assisté l'Office National de la Statistique (ONS) de Mauritanie dans le cadre de la rénovation de l'Indice de Production Industrielle (IPI) en réalisant un diagnostic de sa méthodologie et de sa qualité, ainsi qu'en dispensant des formations sur la méthodologie de son calcul.** En outre, l'ONS souhaitant introduire en 2021 un indice des prix des produits industriels (IPPI) trimestriel, ainsi qu'une enquête de conjoncture, la mission a dispensé une formation sur ces sujets et élaboré un plan d'action pour la mise en place d'un IPPI. Ce plan d'actions comprend la conception d'une version expérimentale basée sur les données déjà collectées dans le cadre de l'enquête IPI.

Gestion des dépenses publiques

53. **Appui à l'assainissement des comptes de la balance générale des comptes.** La mission a appuyé l'assainissement de la balance générale de comptes dans le cadre de la préparation de la transition vers la comptabilité en droits constatés, prévue pour 2023 en Mauritanie. Elle a analysé les comptes et proposer des méthodologies de régularisation à opérationnaliser par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP). La stratégie d'assainissement proposée repose sur la catégorisation des comptes et des modalités d'assainissement appropriées en fonction de leur catégorie. Les principales recommandations portent notamment sur le pilotage stratégique de l'assainissement des comptes avec la création effective du Comité du Bilan d'ouverture en charge de l'assainissement et de la production du rapport d'assainissement, sur la base des fiches techniques préparées par la mission et des méthodologies de régularisations proposées.

H. Niger

Statistiques de finances publiques

54. **Travaux d'affinement des Statistiques de finances publiques selon le MSFP.** L'appui du Centre a permis d'affiner et de finaliser le tableau des opérations financières de l'administration publique centrale budgétaire pour les exercices 2019 et le premier trimestre 2020. En outre, le soutien du Centre a permis de produire la situation de la dette et des flux de trésorerie de l'administration publique centrale budgétaire. Il a été en outre recommandé la collecte et le traitement des données des sous-secteurs de la sécurité sociale et de l'échantillon des unités extrabudgétaires.

55. **Relativement à la crise sanitaire, la mission a défini une méthodologie de collecte et de traitement des opérations liées à la pandémie.** Un meilleur traitement de cette opération permettra de mieux apprécier l'impact des politiques économiques mises en place par les autorités pour répondre aux effets de la crise sanitaire.

I. Sénégal

Statistiques de finances publiques

56. **Travaux de production des statistiques du secteur public selon le MSFP 2014.** L'appui a permis de constater avec satisfaction la poursuite de la production du tableau des opérations financières du secteur public conformément au *MSFP 2014*. Les travaux ont permis de finaliser la situation consolidée des statistiques de l'administration publique via un affinement des TOF des différents sous-secteurs. L'ajout du TOF des entreprises publiques a permis de produire la situation consolidée du secteur public. La participation des différents services en charge de produire les TOF sectoriels ont permis de renforcer la sensibilisation des autorités. Relativement aux autres tableaux du cadre d'analyse minimum, notamment la situation des flux de trésorerie (tableau II), le bilan financier (III) et la situation de la dette publique (IV), la mission note avec satisfaction la production régulière mais annuelle des différentes situations. Les travaux de la mission ont consisté en un passage en revue et un affinement des différents tableaux produits. Il est par ailleurs envisagé d'élargir le champ au sous-secteur des unités extrabudgétaires.

Analyse macro-budgétaire

57. **Promouvoir une gestion active des risques budgétaires.** La mission qui intervient dans un contexte de gestion en cours des impacts de la pandémie a la COVID-19, a permis de mettre en exergue l'importance de promouvoir une gestion active des risques et de dresser un inventaire des risques budgétaires les plus importants. Un atelier de deux jours a permis aux participants de maîtriser les concepts et les techniques et d'entamer les travaux pratiques de quantification des risques budgétaires.

58. **La mission a aidé à la mise en place des dispositifs méthodologique, technique et institutionnel de gestion des risques budgétaires.** Un canevas détaillé d'un document de déclaration des risques budgétaires a été mis en place et dans la perspective de la production d'une première déclaration des risques budgétaires (DRB) au plus tard en fin 2020, les prochaines étapes convenues avec les autorités comprennent (i) La formalisation et la pérennisation des groupes de travail thématiques, (ii) La poursuite de l'assistance technique à distance jusqu'à la production d'une première version de la DRB et (iii) L'organisation d'un séminaire de dissémination de la première DRB.

J. Togo

Administration douanière

59. **Evaluation du système automatisé d'analyse du risque.** L'appui visait à évaluer la mise en œuvre de la sélectivité automatisée basée sur les risques. Les résultats sont encourageants car le comité de Sélectivité s'est réuni régulièrement, le système est effectivement appliqué au port de Lomé, et les premières analyses de données ont été réalisées. Une augmentation significative des recettes par déclaration a été identifiée, à la fois par rapport au trimestre précédent la mise en œuvre (1^{er} trimestre 2020) de la sélectivité automatisée basée sur les risques au trimestre à un an (2^{ème} trimestre 2019). Bien que l'on ne puisse bien sûr pas prétendre que les bénéfices proviennent uniquement de cette réforme, elle semble encore plus prometteuse dans le contexte de la crise sanitaire.

60. **Malgré le fait que le Comité de Sélectivité s'est réuni régulièrement au cours du premier semestre 2020, la prise de décision est encore trop faible.** Si ces réunions mensuelles ont permis de respecter le plan d'actions concernant la date limite d'intégration du scoring dans SYDONIA, le Comité de Sélectivité n'a pas joué son rôle dans le suivi du système de sélectivité. En particulier, les règles de sélectivité précédemment mises en œuvre dans le système n'ont pas été supprimées ou mises à jour une fois le scoring mis en œuvre, ce qui a conduit à une augmentation du nombre de déclarations canalisées rouges. La mission a été l'occasion de former à la surveillance des données l'agent nouvellement nommé à la Division des renseignements et de l'analyse des risques.

Administration fiscale

61. **Appui à la modernisation de l'immatriculation des contribuables au sein du Commissariat des impôts de l'OTR.** Le périmètre de la mission a été défini en tenant compte des besoins d'assistance technique à distance formalisés par les autorités courant juillet 2020, eu égard aux contraintes de la COVID-19. Sur cette base, les objectifs de la mission étaient de (i) procéder à la revue du nouveau module d'immatriculation, (ii) accompagner la gestion du changement et (iii) contribuer à l'optimisation du futur module de suivi des déclarations. La mission a salué le lancement du premier module du nouveau logiciel, qui constitue un pilier de la stratégie de modernisation récemment révisée avec le concours du département des finances publiques du FMI. Des marges ont

cependant été identifiées en ce qui concerne (i) des fonctionnalités à compléter, (ii) des instruments de suivi à implémenter et (iii) des dispositifs de gouvernance à renforcer. Au regard de ces constats, la mission a assisté l'équipe projet notamment dans la définition des règles d'authentification des données et de gestion des sous répertoires, puis un plan d'actions détaillé a été formalisé.

Statistiques du secteur réel

62. **Après la diffusion des résultats du rebasage des comptes nationaux, l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSEED) devrait publier des séries rétrospectives en fin juin 2021 pour la période 2000-2015.** L'INSEED organisera un atelier en novembre 2020 pour collecter des données auprès des producteurs. La prise en compte des principales nouveautés du *Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN 2008)* et des mises à jour des classifications des produits et des industries nécessitera des changements méthodologiques spécifiques.

63. **L'INSEED a établi des estimations du PIB pour 2018 qui nécessitent un examen plus approfondi.** La mission n'a pas eu accès aux estimations des CNA 2028. En revanche, la mission a revu avec l'INSEED, ses méthodologies de partage volume / prix dans les comptes nationaux. La mission a noté que l'absence d'indice des prix à la production (IPP) est un défi pour mesurer les changements de qualité dans les estimations des comptes nationaux. Par ailleurs, après avoir pris connaissance des options disponibles pour la diffusion des CN en volumes aux prix de l'année précédente chaînées, l'INSEED envisage de poursuivre la publication des CN chaînées en forçant l'additivité des séries. Cette option n'est pas la meilleure parmi celles disponibles.

64. **L'INSEED s'est engagé à développer des comptes nationaux trimestriels.** Une formation sur les CNT a été dispensée aux cadres et la liste des indicateurs de haute fréquence passée en revue. L'indice de la Production Industrielle (IPI) mis à jour et la base de données sur le chiffre d'affaires trimestriel provenant de l'Office Togolais des Recettes (OTR) fourniront de nouvelles sources de données. La prochaine étape devrait conduire l'INSEED à tester les indicateurs de qualité (stabilité du ratio des indicateurs de référence, corrélation entre les taux de croissance de référence et des indicateurs, etc.) avant d'arrêter une maquette de calcul des CNT. Ces tests nécessiteront des séries chronologiques plus longues.

Gestion de la dette

65. **Elaboration de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et le plan annuel de financement (PAF).** Cette mission conjointe Banque mondiale/AFRITAC d'assistance technique et de formation a permis d'appuyer les autorités sur la formulation de la stratégie de gestion de la dette publique et le PAF et en particulier l'appropriation du processus de développement de la SDMT et l'utilisation de l'outil quantitatif SDMT du FMI / Banque Mondiale. Les cadres de la Direction de la Dette Publique et du Financement, de la Direction générale du budget et des finances, ainsi que les services du Ministère de la planification du développement et de la coopération impliqués dans la chaîne de gestion de la dette publique, ont été les principaux bénéficiaires de cette assistance technique.

66. **La mission a discuté avec les participants les différentes étapes de l'élaboration de la SDMT, les préalables techniques et institutionnels pour réussir l'élaboration et la mise en œuvre d'une SDMT réaliste et crédible et le contenu du document ou rapport de présentation et de communication de la SDMT.** La mission a mis en exergue les défis auxquels fait face le gestionnaire de la dette dans ce contexte difficile de COVID-19 et dans quelle mesure La SDMT devrait s'ajuster aux

pressions de la crise COVID en utilisant les liquidités abondantes et les facilités de refinancement disponibles dans l'union monétaire et les financements concessionnels qui seraient disponibles.

K. Commission de l'UEMOA

67. **Elaboration de guides.** A la demande des autorités de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), un projet de guide régional de budgétisation des plafonds ministériels d'emplois (PME) a été élaboré sur la période de mai à septembre 2020 en vue d'harmoniser les pratiques en la matière au sein de l'UEMOA. Le guide aborde principalement : a) la définition du concept de plafond d'emplois, y compris son périmètre et les unités et modalités de son décompte ; b) les étapes et la méthodologie détaillée de la budgétisation des plafonds d'emplois et leurs liens avec la masse salariale ; et c) le cadre de contrôle et de suivi infra annuels des plafonds d'emplois. Les travaux se sont appuyés sur la documentation de l'UEMOA (directives et guides pratiques existants) et l'expérience internationale en matière de suivi et de décompte des emplois publics.

68. **Une séance de restitution tenue en visioconférence a eu lieu le lundi 14 septembre afin de valider la première version du projet de guide.** Un webinaire tenu le 24 septembre 2020 a permis de recueillir les observations des représentants des pays membres de l'UEMOA, d'y apporter des réponses, d'en tenir compte et de valider le guide. La version définitive sera publiée sur le site du FMI.

69. **Une autre mission a poursuivi l'accompagnement de la Commission de l'UEMOA dans la mise en œuvre des directives relatives à la comptabilité générale de l'Etat.** Elle a permis d'élaborer un projet de guide régional relatif à la méthodologie du bilan d'ouverture de l'Etat destiné aux Etats membres afin d'accompagner la mise en œuvre opérationnelle du bilan d'ouverture en préparation dans les Etats membres. Après une première revue du projet de guide du bilan d'ouverture de l'Etat par la Commission au cours d'un premier webinaire, deux webinaires tenus les 21 et 22 juillet 2020 dans le cadre des travaux de l'Observatoire des Finances Publiques de l'UEMOA ont permis d'intégrer les observations des experts des Etats membres et de valider le guide d'ouverture du Bilan d'ouverture de l'Etat.

II. SEMINAIRES ET ACTIONS DE FORMATION

70. **Le Centre a organisé onze webinaires (Tableau 2) au cours du premier semestre de l'année fiscale 2021.** Ces actions de formation ont permis de renforcer les capacités et l'expérience de cadres des pays et institutions couverts par l'AFRITAC de l'Ouest. Ces activités conduites à distance au niveau régional par le centre sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 2. Webinaires organisés au cours du premier semestre (Situation au 31 octobre 2020)

Domaines	Thèmes	Dates
Statistiques du secteur réel	Les défis liés à la COVID-19 dans la compilation du PIB	17-21 aout 2020
Statistiques du secteur réel	Les défis liés à la COVID-19 dans la compilation de l'IHPC	13 aout 2020
Statistiques du secteur réel	Les défis liés à la COVID-19 dans la compilation de l'IPP et l'IPCE	14 septembre 2020
Gestion des dépenses publiques	Le Compte unique du Trésor et la gestion de la trésorerie	17 juin 2020
Gestion de la dette	Gestion de la dette en période de pandémie	28 mai 2020
Gestion des dépenses publiques	Outils budgétaires en réponse au COVID-19	7 mai 2020
Gestion des dépenses publiques	Les fonds de concours	28 mai 2020
Gestion des dépenses publiques	Préparation du budget en période de crise : conseils pour l'élaboration du budget 2021	5 aout 2020
Analyses macroéconomique et budgétaire	Cadrage macroéconomique sous COVID-19	21 avril ; 6 mai et 14 juillet
Analyses macroéconomique et budgétaire	Modélisation macroéconomique	21 mai ; 2, 8, 30 juin et 21 juillet
Gestion des dépenses publiques	Webinaire régional portant sur le contrôle de l'utilisation des ressources liées à la lutte contre la COVID-19	8 octobre 2020

A. Webinaires interrégionaux sur le cadrage macroéconomique en période de pandémie de la COVID-19 et la modélisation quasi-comptable

71. **Les conseillers résidents en analyses macroéconomique et budgétaire des AFRITAC de l'Ouest et du Centre ont organisé une série de webinaires réunissant les cadres des directions en charge des prévisions macroéconomiques** utilisant les modèles quasi-comptables (MQC) avec tableau des ressources et des emplois (TRE). Plusieurs sujets touchant au cadrage macroéconomique et budgétaire et à la modélisation quasi-comptable ont été abordés.

72. **En matière de pratique de cadrage, le premier webinaire organisé le 21 avril 2020 a porté sur le cadrage macroéconomique en période de pandémie.** Elle avait pour objectif de mettre en exergue les canaux de transmission de la crise et de proposer une démarche de cadrage dans le contexte de la COVID-19. Ce webinaire a été dupliqué le 29 avril 2020 pour les autres pays n'utilisant pas les MQC à base de TRE. Deux autres webinaires ont été organisés : sur l'évaluation de l'impact de la COVID-19 (6 mai) et sur la robustesse des cadrages macroéconomiques (14 juillet).

73. **En matière de modélisation macroéconomique, l'accent a été mis sur les défis de l'heure pour les pays**, à savoir l'insertion des comptes nationaux suivant le SCN 2008 dans les MQC à base de TRE (2 juin, 8 juin, 30 juin) et sur les modules relatifs aux secteurs miniers/pétroliers dans les MQC (28 mai, 21 juillet). Les webinaires ont été l'occasion pour les pays comme le Niger et le Tchad d'échanger leur expérience dans ces domaines.

B. Réunion sur la conjoncture du premier semestre 2020 et les prévisions 2020-2021 dans les Etats de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie, 10-11 juin 2020

74. **Tous les Etats membres de l'UEMOA, ainsi que la Mauritanie et la Guinée étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique à ce webinaire** organisé par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest. La Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le Bureau sous régional Afrique de l'Ouest de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA BSR-AO), l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) et la Commission de la CEDEAO ont été également représentés. La réunion a été l'occasion d'échanger sur l'impact de la pandémie et sur les perspectives macroéconomiques intégrant ces impacts présentés par chaque pays.

75. **Les enseignements que l'on peut tirer de ces échanges est que les systèmes de production des statistiques à haute fréquence et d'analyse de l'information conjoncturelle n'arrivent pas à produire une information sur l'actualité économique utile pour les décideurs**, ceci pour plusieurs raisons (méthode de production statistique, optique d'analyse de la conjoncture, moyens financiers). Il y a donc un enjeu pour les pays en termes de renforcement de leurs systèmes statistiques pour être en mesure de produire de l'information en temps de crise.

C. Webinaire régional sur la gestion de la dette en période de pandémie de la COVID-19- Jeudi 28 mai 2020.

76. **Un Webinaire sur la gestion de la dette a été organisé conjointement entre AFRITAC de l'Ouest et la Division MCMDM du FMI** au profit des pays couverts par le Centre et de certains autres pays francophones d'Afrique subsaharienne (Comores et Djibouti).

77. **Avec la pandémie COVID-19 en cours, les gestionnaires de la dette souveraine sont confrontés à des besoins de financement du budget de l'Etat et à des coûts d'emprunt fortement accrus.** Ce Webinaire a permis de discuter des différentes actions que les gestionnaires de la dette souveraine peuvent envisager pour s'adapter aux nouveaux défis introduit par la COVID-19.

78. **Le Webinaire a fourni des orientations sur les domaines dans lesquels les gestionnaires de la dette souveraine pourraient avoir besoin de répondre aux défis découlant de la COVID-19.** Les présentations se sont concentrées sur les considérations politiques pour faire face aux tensions dans les situations où les gestionnaires de la dette sont confrontés à des besoins de financement publics et des coûts d'emprunt fortement accrus. Les participants ont discuté de la manière dont les gestionnaires de dette souveraine peuvent aider à amortir les chocs de liquidité en minimisant le risque de liquidité à court terme, en répondant aux besoins de refinancement et en soutenant le fonctionnement ordonné des marchés des titres d'Etat primaires et secondaires.

D. Webinaires régionaux sur la gestion des finances publiques en période de pandémie de la COVID-19

79. **Plusieurs webinaires sur la gestion des finances publiques en période de crise sanitaire ont été organisé conjointement par AFRITAC de l'Ouest et la Division M2 du Département des Finances publiques du FMI** au profit des pays couverts par le Centre, avec l'appui des conseillers résidents.

80. **Les conseillers résidents AFRITAC de l'Ouest en liaison avec le Département des Finances Publiques ont élaboré ou contribué à l'élaboration de fiches techniques destinées à soutenir la mise en œuvre du cadre de gestion des finances publiques en période de crise de la COVID-19 dans les pays.** Ces fiches portent notamment sur une meilleure traçabilité des opérations budgétaires, le reporting fiscal, outils de gestion des finances publiques mobilisables en Afrique francophone, le décret d'avances, les fonds de concours... Elles sont disponibles sur le site internet du Centre (www.afritaouest.org) et ont été le support des webinaires en gestion des dépenses publiques.

81. **Ces webinaires ont réuni à chaque fois environ une quarantaine de participants issus des Directions en charge du budget, de la comptabilité publique et de la gestion de la trésorerie, et du cadrage macro-économique.**

E. Jeudi 28 mai 2020 : Les fonds de concours

82. **Avec la pandémie COVID-19, les budgets des Etats doivent être rapidement adaptés afin de gérer au mieux la crise sanitaire et ses conséquences sur les économies.** Ce webinaire a permis de rappeler les concepts et principes de gestion des fonds de concours et exposer leurs possibilités d'utilisations dans le cadre de la crise sanitaire. La présentation basée sur une fiche technique sur les fonds de concours disponible sur le site web d'AFRITAC de l'Ouest a servi de support à ce webinaire. Les différentes options d'utilisation des fonds de concours ont été discutées avec les gestionnaires du budget afin d'adapter les budgets aux nouveaux défis introduits par la pandémie de Covid-19.

F. Mercredi 17 juin 2020 : La consolidation des ressources au sein du compte unique du Trésor (CUT) et la gestion de la trésorerie durant la période de pandémie de la COVID-19

83. **Avec la crise sanitaire et les besoins urgents en matière de dépense, la gestion du CUT et de la trésorerie sont un enjeu majeur dans la gestion de la crise.** Ce webinaire modéré par le Directeur Général adjoint de la DGTCP de la Côte d'Ivoire a été basé sur la note technique du Département des Finances publiques disponible sur le site internet d'AFRITAC de l'Ouest. La présentation a fourni des recommandations permettant de faire face aux nouveaux défis. Le tour de table a permis aux participants (i) d'expliquer comment ils ont adapté la gestion du CUT et de la trésorerie aux besoins nouveaux de dépenses urgentes dans le cadre de la crise sanitaire et les nouveaux défis auxquels ils sont confrontés et (ii) d'échanger sur les meilleures pratiques internationales sur les deux thèmes de ce webinaire. Un tableau de synthèse des pratiques des pays sur les deux thèmes a été produit aux représentants des Etats à l'issue du webinaire.

G. Mercredi 8 juillet : L'adaptation des nomenclatures budgétaires et comptables et du reporting financier en période de pandémie de COVID-19

84. **Ce webinaire modéré par le Directeur Général du Budget du Bénin a été basé sur la note technique du Département des finances publiques du FMI portant sur le même thème, disponible sur le site internet d'AFRITAC de l'Ouest.** La présentation a permis de dresser les enjeux et les principales recommandations sur l'adaptation des nomenclatures et le reporting financier. Le tour de table a permis aux participants d'échanger (i) sur les modalités d'adaptation de leurs nomenclatures budgétaires et comptables et sur les exigences de reporting spécifiques des opérations liées à la crise sanitaire du Covid-19 et (ii) d'échanger sur les meilleures pratiques internationales en la matière. Un tableau de synthèse des pratiques des pays sur les deux thèmes a été produit aux représentants des Etats à l'issue du webinaire.

H. Webinaire régional sur la préparation du budget en période de crise : conseils pour l'élaboration du budget 2021 – 5 août 2020.

85. **Ce webinaire, organisé conjointement entre AFRITAC de l'Ouest et la Division M2 du Département des Finances publiques du FMI au profit des pays couverts par le Centre,** avec l'appui des trois conseillers résidents en gestion des dépenses publiques, a réuni les responsables des directions du budget, les prévisionnistes des Directions en charge des cadrages macroéconomiques et budgétaires, des responsables des directions de la programmation des investissements publiques ainsi que des représentants des Comité nationaux de politique économique et du Département en charge des politiques économiques et fiscales de la Commission de l'UEMOA.

86. **Le webinaire a été l'occasion de discuter de la nécessité d'aménager les institutions et les processus en cette période de pandémie, de mettre au point une stratégie budgétaire dans une période de grande incertitude et des éléments de stratégie afin de cadrer les budgets, fixer des plafonds de dépenses et négocier avec les ministères dépensiers.** La nécessité d'assurer une exécution agile, réactive et contrôlée du budget pour l'exercice 2021 et de faire passer le bon message à propos du budget de l'exercice 2021 a été également évoquée.

87. **Au cours des échanges, les participants ont salué la tenue de ce webinaire qui est intervenu à point nommé** et ont suggéré des besoins de renforcer leur capacité notamment dans le domaine macro budgétaire.

I. Webinaire régional portant sur le contrôle de l'utilisation des ressources liées à la lutte contre la COVID-19

88. **Une quarantaine de participants des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest issus des corps de contrôle du Ministère chargé des finances, des Cours des comptes et autres institutions supérieures de contrôles ont participé à ce webinaire régional, modéré par Monsieur Mohamed Diaré, Président de la Cour des Comptes de Guinée.** La qualité de la gestion des ressources COVID-19 et de sa restitution suscite beaucoup d'attentes tant des citoyens que des partenaires au développement, au regard de l'élan général de mobilisation des contributions qu'a suscité cette pandémie. Cette thématique a été au cœur des préoccupations des corps de contrôles des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest lors du webinaire régional du 8 octobre 2020 organisé par

le Département des finances publiques du FMI et l'AFRITAC de l'Ouest. Les principales recommandations suivantes ont été discutées et appréciées par les participants :

- Hiérarchiser les contrôles en mettant particulièrement l'accent sur les opérations présentant un risque élevé et/ou un fort enjeu financier ;
- Optimiser les systèmes d'informations, les outils et dispositifs existants pour l'efficacité des contrôles portant sur l'exécution des dépenses ;
- Optimiser les modes de contrôles en utilisant les outils dématérialisés et en intensifiant l'utilisation des technologies et des plates-formes actuelles pour limiter les contrôles présentsiels ;
- Enregistrer les dons en nature mobilisés tant en comptabilité matières qu'en comptabilité générale de l'Etat ;
- Mieux articuler les différentes catégories de contrôles et développer leur adaptabilité,
- Rapprocher au mieux le contrôle ex-post du contrôle contemporain ;
- Publier régulièrement et fréquemment les rapports de contrôles.

III. EXECUTION DU BUDGET 2020-21 ET PROJECTION 2021-22 (EN DOLLARS ÉTATS-UNIS AU 30 SEPTEMBRE 2020)

Projet	Résumé de la phase			AF2019		Exécution (%)	AF2022 Budget opérationnel
	Budget du programme	Budget opérationnel	Dépenses	Budget opérationnel	Dépenses		
Gestion des dépenses publiques	8,580,253	10,595,530	6,008,834	2,411,370	205,534	9%	2,380,861
Administration douanière	4,890,041	4,418,901	2,658,882	876,548	131,322	15%	1,014,793
Administration fiscale	6,257,224	5,057,274	2,718,178	1,260,226	221,965	18%	1,300,834
Supervision et régulation bancaires	3,905,531	3,597,406	2,073,887	831,306	123,826	15%	816,040
Gestion de la dette	3,956,536	2,845,449	2,119,350	-	99,390	-	825,489
Statistiques du secteur réel	4,820,268	3,903,549	2,192,824	807,550	107,096	13%	1,010,271
Statistiques de finances publiques	4,455,771	2,966,271	1,293,195	780,152	52,399	7%	945,323
Administration du projet	1,725,174	1,755,087	1,086,259	400,420	79,905	20%	348,314
Conseiller macroéconomique	3,941,239	244,150	244,150	-	-	-	-
Projet de formation	1,075,000	522,091	298,568	-	75	-	223,598
Gouvernance et évaluation (y compris Conseiller RBM)	639,321	136,863	21,989	82,000	-	-	32,874
Sous-total	45,246,358	36,197,506	20,716,114	7,604,507	1,021,512	13%	8,898,397
Réserve	1,000,000	154,935	-	154,935	-	-	-
Gestion du fonds fiduciaire	3,167,245	2,533,825	1,450,128	532,315	71,506	-	622,888
Total²	48,413,603	38,731,332	22,166,242	8,136,822	1,093,018	13%	9,521,285

² Sans les dépenses du FMI et la contribution en nature du pays hôte.

IV. ETAT DES CONTRIBUTIONS FINANCIERES POUR LE CYCLE IV AU 30 SEPTEMBRE 2020

Partenaires	Date de signature de l'accord	Devise l'accord	Montant de l'accord	Montant de l'accord USD (A)	Contributions reçues (B)	Contributions sollicitées (C)	Futures contributions D = (A-B-C)
Partenaires				36,662,453	32,098,735	602,086	4,349,237
Chine	7/13/2018	USD	4,000,000	4,000,000	4,000,000	-	-
UE	8/24/2017	EUR	10,000,000	11,816,141	10,752,300	-	1,173,985
BEI	4/19/2018	EUR	200,000	247,555	237,180	-	-
France	12/5/2017	EUR	4,000,000	4,744,396	3,698,240	-	939,188
Allemagne	9/29/2017	EUR	2,500,000	2,945,335	2,791,100	-	-
Allemagne	11/26/2018	EUR	2,500,000	2,842,524	2,839,800	-	-
Luxembourg	12/21/2016	EUR	5,000,000	5,194,266	4,521,800	-	1,173,985
Norvège	12/3/2019	NOK	40,000,000	4,363,382	2,743,382	602,086	1,062,079
Suisse	12/18/2019	CHF	500,000	508,854	514,933	-	-
Membres				4,789,001	704,817	1,180,375	2,903,809
Bénin	2/7/2019	USD	609,357	609,357	304,785	4,572	300,000
Burkina Faso	4/24/2018	USD	500,000	500,000	100,000	-	400,000
Guinée	10/30/2019	USD	500,000	500,000	100,000	-	400,000
Mali	4/24/2018	USD	503,841	503,841	200,032	-	303,809
Mauritanie	4/24/2018	USD	678,666	678,666	-	278,666	400,000
Niger	3/12/2019	USD	775,000	775,000	-	375,000	400,000
Sénégal	2/1/2019	USD	612,087	612,087	-	212,087	400,000
Togo	2/25/2019	USD	610,050	610,050	-	310,050	300,000
Total partenaires et membres				41,451,454	32,803,552	1,782,461	7,253,046
Transferts internes							
BEI				6,418	6,418	-	-

France			18,182	18,182	-	-
Luxembourg			6,238	6,238	-	-
Total transferts internes			30,838	30,838	-	-
Pays hôte & FMI						
Pays hôte						
Espèce	USD	1,500,000	1,500,000	603,724	296,276	600,000
Nature			523,527			
FMI			3,668,723			
Total Pays hôte et FMI			5,692,250			
Grand total			47,174,542	33,438,114	2,078,737	7,853,046

▪ Source : Institut pour le Développement des Capacités

V. ANNEXES DU RAPPORT

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	<p>Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement (CAD).</p> <p>Poursuivre le renforcement de la gestion automatisée du risque.</p>	<p>Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.</p> <p>Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.</p>	<p>Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est contrôlé progressivement par un programme de contrôles après dédouanement correctement conçu.</p> <p>Le système de sélectivité des contrôles fondé sur les risques a réduit considérablement le nombre de contrôles physiques.</p>	<p>Plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.</p> <p>Les déclarations à faible risque (circuit vert) sont libérées automatiquement (émission automatique du BAE), et le taux de sélectivité des déclarations de mise à la consommation avoisine respectivement 20% (circuit rouge), 50% (circuit jaune) et 30% (circuit vert) correctement conçu.</p>	<p>Mai-juil 2020</p> <p>Nov 2020-Jan 2021</p>	1	0	2	3	Mission réalisée
Burkina Faso	<p>Poursuivre le renforcement de la gestion et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs.</p> <p>Poursuivre l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane (2 missions).</p>	<p>Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.</p> <p>Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.</p>	<p>Le cadre réglementaire pour contrôler les régimes suspensifs et les exonérations est renforcé.</p> <p>L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et la classification tarifaire des marchandises, s'améliore.</p>	<p>(1) Les régimes suspensifs et les exonérations ont été automatisés dans le système informatique des douanes et (2) plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.</p> <p>Les outils d'aide à la décision (base de données, manuels de procédure, fiches techniques) ont été mis en place et sont utilisés par les agents des douanes (contrôle primaire et CAD).</p>	<p>Août-oct. 2020</p> <p>Août – oct 2020 Et Fev-Avr 2021</p>	1	0	2	3	Mission réalisée

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Poursuivre le renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	L'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande augmente.	Plus de 15% des contrôles effectués par les agents de la surveillance proviennent de l'analyse des risques effectuée préalablement.	Août-oct. 2020	1	0	2	3	
Guinée	Poursuivre le PPAT sur la gestion automatisée du transit.	Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	L'alignement des procédures douanières (incluant le transit) avec les normes internationales et l'objectif d'intégration régional s'améliorent.	Evaluation de la procédure de transit national et adéquation avec l'interconnexion des douanes voisines (Mali, Sierra Leone).	Mai-juil 2020	1	0	2	3	
	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.	Août-oct 2020	1	1	2	4	Mission réalisée

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 – AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	Poursuivre le PPAT sur l'évaluation en douane. Poursuivre la révision de la Loi sur le contentieux douanier de 1944.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques. Les initiatives en matière de facilitation des échanges et de services contribuent davantage au respect volontaire des lois.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore. Les lois, réglementations et directives douanières ont été simplifiées et sont facilement accessibles.	Affiner la liste des produits soumis à la valeur transactionnelle et se doter d'une base de données du contentieux pour enrichir la gestion du risque. Le projet de loi régissant le contentieux douanier a été adopté et a fait l'objet de larges communications.	Mai-juil 2020 Nov 2020- Jan 2021	1 1	2 1	0 2	3 4	Mission réalisée
Mali	Finaliser la mise en œuvre de l'instruction-cadre sur le dédouanement (manuel).	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	La traçabilité des marchandises et des actions douanières dans SYDONIA World est renforcée.	Les recettes sont sécurisées et les délais de dédouanement sont réduits dans les principaux bureaux de douane.	Nov 2020- Jan 2021	1	0	2	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 – AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Poursuivre l'utilisation de l'analyse des données miroir pour renforcer l'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	L'analyse miroir a permis d'initier une méthodologie de ciblage pour le CAD et l'amélioration du module valeur de SYDONIA.	Nov2020- Jan2021	1	1	2	4	Intégration régionale CDEAO-Mauritanie au
	Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est contrôlé progressivement par un programme de contrôles après dédouanement correctement conçu.	Plus des 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.	Fév. - avril2021	1	1	2	4	
	Appliquer le Tarif Extérieur commun de la CEDEAO ainsi, que le schéma de libéralisation telle que prévus par l'Accord d'Association CEDEAO Mauritanie.				Mai-juil 2020	1	1		2	
				Implémentation du TEC CEDEAO et de ses mesures d'accompagnement.	Nov2020- Jan2021	1	1		2	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Niger	Poursuivre le PPAT sur l'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont vérifiables. Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore. Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est contrôlé progressivement par un programme de contrôles après dédouanement correctement conçu.	Affiner la liste des produits soumis à la valeur transactionnelle et se doter d'une base de données du contentieux pour enrichir la gestion du risque. Les manuels de procédures sont élaborés, validés et mis en œuvre par les services (CAD et renseignement).	Août-oct. 2020	1	0	2	3	
	Renforcer les capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement				Août-oct. 2020	1	2	0	3	
Sénégal	Poursuivre l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont vérifiables.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	La stratégie pour la mise en place d'un service dédié à l'évaluation en douane est définie et adoptée. (1) Les régimes suspensifs et les exonérations ont été automatisés dans le système informatique des douanes et (2) plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.	Feb. - avril 2021	1	1	0	2	Mission réalisée
	Poursuivre le renforcement de la gestion et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs				Mai-juil 2020	1	0	2	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Poursuivre le renforcement de la gestion automatisée du risque.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Le système de sélectivité des contrôles fondé sur les risques a réduit considérablement le nombre de contrôles physiques.	Le système de gestion automatisée des risques est entièrement intégré dans Sydonia. Le nombre de contrôles physiques. Le taux de déclarations de mise à la consommation effectivement contrôlées physiquement tend vers 100%.	Mai-juil 2020	1	1	2	4	Mission réalisée
Guinée-Bissau Mission de suivi FAD	Amélioration des fonctions d'administration douanière.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Des mesures visant à améliorer l'application des normes internationales ont été implémentées.	2020	1	1	0	2	Participation mission FAD
Pays membres Séminaire	Suivi des engagements et dette douanière.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	(1) suivi automatisé de l'ensemble des engagements et ; (2) modalités d'émission, de poursuite et de recouvrements des droits et taxes exigibles.	Mai-juil 2019	1	1	3	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau Stage	Poursuivre l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et la classification tarifaire des marchandises, s'améliore.	Les cadres bénéficiaires possèdent les outils nécessaires pour mener de façon efficace des contrôles lors des processus de dédouanement.	Août-oct. 2020	1	0	0	1	Reporté
Mauritanie Stage	Renforcement de la gestion automatisée du risque.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Le système de sélectivité des contrôles fondé sur les risques a réduit considérablement le nombre de contrôles physiques	Les cadres bénéficiaires possèdent les outils nécessaires pour contribuer au renforcement du contrôle après dédouanement dans leur administration d'origine.	Août-oct. 2020	1	0	0	1	Reporté

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) lutte contre la fraude fiscale	Le fonctionnement minimal mais régulier d'un dispositif de pilotage	Une batterie d'indicateurs est servie régulièrement pour suivre le fichier des contribuables, le respect des délais déclaratifs et de paiement et de recouvrement. Un dispositif de pilotage est en place.	(1) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) 30% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, sont contrôlées chaque année ; et (4) 20% des nouveaux contribuables sont détectés grâce aux recoupements des données de l'administration.	Mai-juin. 2020	1	2	0	3	Mission réalisée
Bénin		La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).		Aout-Oct. 2020	1	1	2	4	
Burkina Faso	Mission FAD				Nov. 2020-Jan. 2021	1	2	0	3	Participation à une mission diagnostique (RMFT)

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Burkina Faso	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) lutte contre la fraude fiscale	Le fonctionnement minimal mais régulier d'un dispositif de pilotage.	Une batterie d'indicateurs est servie régulièrement pour suivre le fichier des contribuables, le respect des délais déclaratifs et de paiement et de recouvrement. Un dispositif de pilotage est en place.	(1) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) 30% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, sont contrôlées chaque année ; et (4) 20% des nouveaux contribuables sont détectés grâce aux recoupements des données de l'administration ; et (5) 25% des déclarations considérées comme le plus à risque, sont contrôlées chaque année.	Nov. 2020- Jan. 2021	1	1	2	4	Mission réalisée
Burkina Faso		La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).		Mai- Jui.2 020	1	1	2	4	
Côte d'Ivoire	Mission FAD				Feb.- Avr. 2021	1	2		3	Participation à une mission diagnostique (RMTE)

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) lutte contre la fraude fiscale	Le fonctionnement minimal mais régulier d'un dispositif de pilotage. La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Une batterie d'indicateurs est servie régulièrement pour suivre le fichier des contribuables, le respect des délais déclaratifs et de paiement et de recouvrement. Un dispositif de pilotage est en place. Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) des informations, tant internes qu'externes, sont collectées pour identifier les risques majeurs de fraude fiscale ; et (4) la programmation des contrôles est basée sur l'analyse risque.	Aout-Oct. 2020	1	1	2	4	
Guinée-Bissau	Fiabilisation du fichier des contribuables	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore.	L'enregistrement des contribuables s'améliore grâce à la mise en place de procédures d'immatriculation renforcées (TADAT POA1-2).	75% des micros-entreprises sont enregistrées dans le fichier des contribuables.	Mai-Jui. 2020	1	1	2	4	
Mali	Mission FAD				Nov.2020-Jan. 2021	1	2	2	5	Participation à une mission diagnostique (RMTF)
Mali	(1) Renforcement de l'administration des moyennes entreprises ; et	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore. Le fonctionnement minimal mais régulier d'un dispositif de pilotage	Les informations relatives aux contribuables, enregistrées dans le système d'exploitation, sont fiables et pertinentes (TADAT POA1-1).	(1) Le répertoire des moyennes entreprises s'accroît de 10% ; (2) le transfert des dossiers entre la DME et des centres vers les CIME est effectif ; (3) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (4) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement.	Aout-Oct. 2020	1	1	2	4	
Mali	(2) renforcement de l'action de pilotage		Une batterie d'indicateurs est servie régulièrement pour suivre le fichier des contribuables, le respect des délais déclaratifs et de paiement et de recouvrement. Un dispositif de pilotage est en place.		Nov.2020-Jan. 2021	1	1	2	4	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	(1) Renforcement de l'action en recouvrement ; (2) de la lutte contre la fraude fiscale	Le respect des obligations de paiement progresse.	Le stock et le flux des restes à recouvrer est maîtrisé (TADAT POA5-15).	(1) 20% au moins des restes à recouvrer recouvrables sont recouverts ; et (2) 20% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année	Aout- Oct. 2020	1	2	0	3	
Mauritanie		La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).		Fev.- Avr. 2021	1	1	2	4	
Sénégal	Mission FAD				Nov. 2020- Jan 2021	1	2	0	3	Participation à une mission de revue du MTRS

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Sénégal	(1) Renforcement de l'action de pilotage ; et (2) de la lutte contre la fraude fiscale	Le fonctionnement minimal mais régulier d'un dispositif de pilotage. La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligents progressent.	Une batterie d'indicateurs est servie régulièrement pour suivre le fichier des contribuables, le respect des délais déclaratifs et de paiement et de recouvrement. Un dispositif de pilotage est en place. Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) Un dispositif de pilotage est proposé et adopté ; (2) Une série d'indicateurs pour mesurer la performance et réduire les risques est publiée et exploitée régulièrement ; (3) le processus de traitement des demandes de remboursement de crédit de TVA est basé sur l'analyse risque ; (4) 25% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année.	Mai- Jui. 2020	1	1	2	4	Mission réalisée
Pays membres Séminaire	Séminaire interrégional sur la clarification et renforcement des fonctions de pilotage.	Les participants sont sensibilisés sur les fonctions de pilotage.			Fév.- Avr. 2021	1	1	1	3	
Pays membres Stage	Préparation et supervision d'un voyage d'études dans un pays.	Les capacités des stagiaires sont renforcées dans le domaine objet de leurs voyage			Mai 2020- avril 2021	1			1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Renforcement de la gouvernance fiscale et de la conduite des réformes	L'organisation est efficiente et contribue à la mise en œuvre des réformes	RBM-1.3_ Les capacités de conduite des réformes sont renforcées	<p>Une structure en charge de la conduite des réformes est opérationnelle</p> <p>Un cadre de gestion de la performance est formalisé et mis en œuvre</p> <p>Les indicateurs de performance clés (KPI) sont sélectionnés et implémentés</p>	Mai-Jui. 2020	1	3	2	6	Mission réalisée
Guinée	Renforcement des opérations fiscales : Phase 2 automatisation de la gestion des répertoires	<p>La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore</p> <p>Le niveau des obligations déclaratives se consolide</p>	<p>TADAT D1-1_Pertinence et exactitude des informations relatives aux contribuables</p> <p>TADAT D4-10_Taux de dépôt des déclarations à l'échéance</p>	<p>100 % des inactifs, doublons et cessations sont éliminés de la base des contribuables (SGE et SME)</p> <p>La base assainie est migrée sur un environnement informatique robuste et l'automatisation de sa mise à jour est implémentée</p> <p>✓ Le taux de déclaration de la TVA à</p>	Aout-Oct. 2020	1	3	2	6	
Guinée	Renforcement de la gouvernance fiscale et de la conduite des réformes	L'organisation est efficiente et contribue à la mise en œuvre des réformes	RBM-1.3_ Les capacités de conduite des réformes sont renforcées	<p>Une structure en charge de la conduite des réformes est opérationnelle</p> <p>Un cadre de gestion de la performance est formalisé et mis en œuvre</p> <p>Les indicateurs de performance clés (KPI) sont sélectionnés et implémentés</p>	Nov.2020-Jan 2021	1	3	2	6	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Renforcement des opérations fiscales : assainissement des arriérés fiscaux	Le niveau d'apurement des RAR s'améliore	TADAT D 5-18_ Stocks et flux d'arriérés fiscaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Au moins 1 session de la commission de la commission d'admission en non-valeur est organisée ✓ Le ratio du stock des RAR en pourcentage du total des recettes est entre 20% et 40 % (note C TADAT) ✓ Le ratio des RAR > à 12 mois en pourcentage du total des arriérés est compris entre 50% et 75 % 	Fév.- Avr. 2021	1	2	2	5	
Niger	Renforcement des opérations fiscales : Phase 2 automatisation de la gestion des répertoires	<p>La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore</p> <p>Le niveau des obligations déclaratives se consolide</p>	<p>TADAT D1-1_Pertinence et exactitude des informations relatives aux contribuables</p> <p>TADAT D4-10_ Taux de dépôt des déclarations à l'échéance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 100 % des inactifs, doublons et cessations sont éliminés de la base des contribuables (SGE et SME) ✓ La base assainie est migrée sur un environnement informatique robuste et l'automatisation de sa mise à jour est implémentée ✓ Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 95% au SGE et 90% pour le SME (score B TADAT) 	Aout- Oct. 2020	1	3	0	3	
Niger	Renforcement des opérations fiscales : consolidation du dispositif de recoupement des informations	Les capacités de collecte des informations auprès des tiers s'améliore	TADAT D6-20_Utilisation de recoupements automatisés à grande échelle pour relever des inexactitudes dans les déclarations	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La part des recoupements dans la programmation atteint 20% ✓ 150 nouveaux moyens contribuables sont identifiés et transférés à la DME ✓ 20% des déclarations créditrices TVA et déclarations néants de la DGE sont contrôlées 	Nov.20 20-Jan 2021	1	3	0	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT.Siège	Total	
Niger (voyage d'études)	La gouvernance de la fonction informatique				Aout-Oct. 2020	1			1	
Niger	Renforcement des opérations fiscales : gestion des arriérés fiscaux	Le niveau d'apurement des RAR s'améliore	TADAT D 5-18_ Stocks et flux d'arriérés fiscaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Au moins 1 session de la commission de la commission d'admission en non-valeur est organisée ✓ Le ratio du stock des RAR en pourcentage du total des recettes est entre 20% et 40 % (note C TADAT) ▪ ✓ Le ratio des RAR > à 12 mois en pourcentage du total des arriérés est compris entre 50% et 75 % (note C TADAT) 	Fév.- Avr. 2021	1	3	0	4	
Togo	Renforcement des opérations fiscales : phase 2 automatisation de la gestion des répertoires (Prise en compte des priorités définies par la future mission FAD post TADAT)	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore Le niveau des obligations déclaratives se consolide	TADAT D1-1_Pertinence et exactitude des informations relatives aux contribuables TADAT D4-10_ Taux de dépôt des déclarations à l'échéance	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 100 % des inactifs, doublons et cessations sont éliminés de la base des contribuables (SGE et SME) ✓ La base assainie est migrée sur un environnement informatique robuste et l'automatisation de sa mise à jour est implémentée ✓ Le taux de déclaration de la TVA à l'échéance atteint 95% au SGE et 90% pour le SME (score B TADAT) 	Mai-Jui. 2020	1	3	0	6	Missions réalisée

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Renforcement des opérations fiscales : gestion des arriérés (Prise en compte des priorités définies par la future mission FAD post TADAT)	Le niveau d'apurement des RAR s'améliore	TADAT D4-10_ Stocks et flux d'arriérés fiscaux	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le ratio du stock global des RAR est compris entre 20% et 40 % (note C TADAT) ✓ Le ratio des RAR> à 12 mois est compris entre 50% et 75 % (note C TADAT) 	Aout-Oct. 2020	1	3	0	4	
Togo	Poursuite du projet de surveillance des grandes entreprises (1 mission)	Les contrôles et les autres programmes de vérification assurent l'exactitude des informations déclarées	TADAT D6-19_ ampleur des activités de vérification prises pour détecter et dissuader les déclarations inexactes des contribuables	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 20% des déclarations créditrices et néants de la DGE sont contrôlées ✓ La part du contrôle fiscal dans les recettes totales passe de 2% (2018) à 2,5% 	Nov.2020-Jan 2021	1	2	2	5	
Togo (voyage d'études)	Les techniques de contrôle fiscal des grandes entreprises (Cameroun)				Mai-Jui. 2020	1			1	
Mission FAD						1	2	0	3	(Pays à déterminer ultérieurement)

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses-Budget

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Appui à la mise en œuvre du principe de la fongibilité et du mécanisme des reports de crédits en matière de la gestion budgétaire en mode programme.	Les principes d'exécution du budget en mode programmes sont bien compris et maîtrisés par les professionnels de la gestion des dépenses publiques.	PEFA PI-21	Un projet de guide pour la mise œuvre de la fongibilité et du mécanisme de report des crédits est disponible et en cours de validation par les autorités	Nov.20-Jan.21	1	1	2	4	Programmée du 18 janvier au 5 février
Burkina Faso	Appui à la mise en œuvre des plans d'engagement des dépenses (PED) pour renforcer la régulation budgétaire et soutenir la gestion de trésorerie.	L'exécution et le contrôle de l'exécution budgétaire sont renforcés et mieux harmonisés avec la gestion de trésorerie.	PEFA PI-21 and 22.	Les capacités des acteurs pour l'élaboration des PED sont renforcées et des dispositions sont en cours pour leur mise en œuvre dès 2021.	Août-Oct.20	1	2	2	5	Mission réalisée
Côte d'Ivoire	Appui à la revue des rapports annuel de performance (RAP)	Les objectifs et indicateurs de performance des programmes budgétaires sont régulièrement évalués et rapportés au Parlement	PEFA-PI-8	Les capacités des services de la direction générale du budget et des finances (DGBF) et de la Cour des comptes en matière d'évaluation des RAP des programmes budgétaires sont renforcées.	Nov.20-Jan.21	1	2	2	5	A programmer pour effectuer en janvier
Guinée	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE et CP	Les acteurs de la dépense d'investissement se sont approprié la technique des AE-CP	PEFA PI-11 ; PIMA 6 et 11.	Le taux de couverture des ministères sectoriels formés à la budgétisation des investissements publics (IP) en AE et CP est suffisamment amélioré pour	Fév-Avr.21	1	2	2	5	Programmée pour février

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses-Budget

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	Appui à l'élaboration du document de programmation budgétaire à moyen terme (DPBEP)	La préparation budgétaire est améliorée et s'insère dans un cadrage budgétaire à moyen terme conforme aux prescriptions de la loi organique des finances et aux bonnes pratiques	PEFA PI-1 ; PEFA PI-16, FTC 2.1.3	Les capacités des services centraux du ministère chargé des finances sont renforcées en vue de la mise en œuvre de la programmation budgétaire pluriannuelle (DPBEP) conformément aux prescriptions de la loi organique relative aux lois de finances	Fév.- Avr.21	1	2	2	5	
Guinée-Bissau	Appui à l'élaboration des cadres de dépenses à moyen terme (DPPD)	Les responsables financiers des ministères sectoriels sont formés à l'élaboration des DPPD et les projets de DPPD d'au moins 05 ministères sont disponibles.	PEFA PI-1; PEFA PI-16, FTC 2.1.3	Les capacités des ministères sectorielles et des institutions sont renforcés en vue de la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD) conformément aux prescriptions de la loi organique relative aux lois de finances	Fév.- Avr.21	1	1	2	4	
Mali	Mettre en œuvre des recommandations de l'évaluation PIMA.	Le plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations du PIMA est réalisé convenablement au titre des actions prévues pour les années 2019 et 2020.	PEFA PI-11, PIMA 2 et 6-10	La programmation, l'évaluation, la sélection, l'exécution et le suivi des investissements publics sont améliorés par la mise en œuvre d'au moins la moitié des recommandations.	Fév.- Avr.21	1	2	2	5	
Mauritanie	Appui à la mise en œuvre des recommandations de la mission PIMA de janvier-février 2020 du Département des finances publiques du FMI	Les acteurs de la dépense d'investissement se sont approprié la technique des AE-CP	PEFA PI-11 ; PIMA 6 et 11.	Le taux de couverture des ministères sectoriels formés à la budgétisation des investissements publics en AE et CP est suffisamment amélioré pour permettre une bascule en budgétisation des IP suivant cette technique.	Fév.- Avr.21	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses-Budget

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Niger	Identification, analyse, suivi et gestion des risques budgétaires (en suivi de la mission du siège sur les risques budgétaires et la mission PIMA	La crédibilité et la transparence des documents budgétaires est améliorée par l'inclusion d'un rapport sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires.	PEFA PI-10.3	Les capacités des services sont renforcées pour l'élaboration et la publication d'une véritable déclaration des risques budgétaires en ligne avec les bonnes pratiques	Fév.- Avr.21	1	2	2	5	
Sénégal	Appui au renforcement de la programmation des investissements publics.	La crédibilité de la programmation et budgétisation des investissements publics est renforcée.	PEFA PI-11.3; FTC 2.1.4; PIMA 2, and 6 to 10.	Les capacités des responsables en charge de la programmation des IP sont renforcées sur les procédures et bonnes pratiques en la matière.	Fév- April 21	1	1	2	4	Programmée pour février
Sénégal	Appui à la mise en œuvre des plans de passation des marchés et des plans d'engagement des dépenses (PED) articulés au plan de trésorerie.	L'exécution et le contrôle de l'exécution budgétaire sont renforcés et mieux harmonisés avec la gestion de trésorerie.	PEFA PI-21 and 22.	Les capacités des acteurs pour l'élaboration des PED sont renforcées et des dispositions sont en cours pour leur mise en œuvre dès 2021.	Fév.- Avr.21	1	1	2	4	Programmée pour mars
Togo	Appui à la programmation et la budgétisation de la masse salariale (dépenses de personnel)	La crédibilité du budget, en général, et des prévisions de la masse salariale, en particulier, est renforcée.	PEFA PI-17	Les capacités de la direction générale du budget et des services financiers des ministères sectoriels sont renforcées pour améliorer la qualité des prévisions de la masse salariale.	Fév.- Avr.21	1	1	2	4	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses-Budget

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
UEMOA	Participation à deux (2) réunions de l'observatoire des finances publiques et du réseau de praticiens de l'UEMOA, y compris l'appui à l'élaboration d'un guide de budgétisation des plafonds d'emplois.	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires et à travers des notes techniques sur les nouvelles problématiques	PEFA PI-8 et PI-16	Les capacités des cadres en charge de la gestion des finances publiques dans les pays de l'UEMOA sont renforcées en vue de mettre en œuvre les directives des finances publiques.	Nov. 20 & Mars21	1	2	1	4	Mission réalisée Appui à l'élaboration d'un guide de budgétisation des plafonds d'emplois.
Pays membres Séminaire	Séminaire interrégional sur la gestion des dépenses fiscales et des affectations de recettes.	Les participants sont sensibilisés à la problématique et aux défis des dépenses fiscales et des affectations de recettes.		Les participants sont sensibilisés aux enjeux et défis des dépenses fiscales et des affectations de recettes.	Nov.20- Jan.21	2	1	1	4	Annulée
Pays membres Mission FAD	Participation à une mission de FAD	Renforcer le suivi des recommandations des missions du siège par AFW.			Fév.- Avr.21	1	2	2	5	
Pays membres Stage	Préparation et supervision d'un voyage d'études dans un pays.	Les capacités des stagiaires sont renforcées dans le domaine objet de leurs voyage	Le stage a lieu comme prévu		Fév.- Avr.21	1	0	0	1	
UEMOA	Renforcement des capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires, des notes techniques et des guides		Un projet de guide sur le contrôle interne budgétaire est disponible et en cours de validation par l'UEMOA	Fév.- Avr.21	2		2	4	Nouvelle demande

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Appui à la mise en œuvre du passage à la comptabilité en droits constatés	Le suivi du BO et les principaux risques comptables sont identifiés et les capacités nationales sont renforcées en matière de BO et contrôle interne comptable	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières.	Un état d'avancement du BO et un projet de cartographie de des risques comptables pour un ministère test est disponible. Les personnels de la DGTCP sont formés à la méthodologie du BO et à la cartographie des risques comptables.	Fev.avr.21	1	2	2	5	Mission comportant un atelier national d'une semaine sur le BO et le contrôle interne comptable \ Prévues en avril 2021
Bénin	Appui à l'amélioration de la gestion de la trésorerie et à la mise en place du compte unique du Trésor	Le CUT est consolidé et les plans d'exécution de la trésorerie sont opérationnels	PEFA PI-20-2 : Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor et comptabilisées selon des procédures transparentes	La structure du CUT est améliorée et les plans d'exécution de la trésorerie sont mis en œuvre	du 8 au 19 février 2021	1	2	2	5	Mission de suivi sur la gestion de la trésorerie et la mise en œuvre du CUT Programmée
Burkina Faso	Appui à l'élaboration et la production des nouveaux états financiers	Les nouveaux états financiers annuels sont produits conformément à la réglementation.	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières	L'instruction relative à la l'élaboration des nouveaux états financiers est disponible	du 11 au 22 janvier 21	1	0	2	3	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés Programmée

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Appui à l'arrêté sur l'exécution des opérations de fin de gestion et d'inventaire en comptabilité d'exercice.	L'arrêté relatif à l'exécution des opérations de fin de gestion et d'inventaire en comptabilité d'exercice est mise en œuvre	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières	Le projet d'arrêté relatif à l'exécution des opérations de fin de gestion et d'inventaire en comptabilité d'exercice est élaboré	1 au 18 septembre 2020	1	2	2	5	Mission réalisée Opérations de clôture et d'inventaire en droits constatés
Côte d'Ivoire	Appui à l'élaboration et production des nouveaux états financiers	Les nouveaux états financiers sont produits conformément à la réglementation	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières	L'instruction relative à la l'élaboration des états financiers est disponible.	Avril 21					Sous réserve d'avancement des travaux /report AF22 possible
Côte d'Ivoire	Appui à la consolidation du CUT et à la gestion de trésorerie	Le CUT est consolidé, la gestion de la trésorerie est modernisée et l'intégration de la gestion de la dette à la gestion de la trésorerie a progressé	PEFA PI-20-2 : Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor et comptabilisées selon des procédures transparentes	L'état d'avancement de consolidation du CUT, de la modernisation de la gestion de trésorerie et d'intégration de la dette et la gestion de la trésorerie, est disponible	Fev-Avril 2021	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Appui à l'informatisation de la comptabilité générale de l'Etat	Le cadre organisationnel et fonctionnel de la DGTCP est modernisé et adapté à l'informatisation de la comptabilité générale de l'Etat	PEFA PI- 27 : : amélioration de l'intégrité des données financières	La revue du cadre organisationnel de la DGTCP est disponible	Fév à Avril 2021	1	2	0	3	prévue en T4
Guinée-Bissau	Appui à la mise en œuvre du Compte unique du Trésor	Le compte unique du Trésor est opérationnel et consolide en son sein les s recettes et les dépenses de l'Etat	PEFA PI-20 : Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor et comptabilisées selon des procédures transparentes	Le compte unique du Trésor est créé à la BCEAO	16 au 27 Novembre 2020-	1	0	2	3	
Mali	Appui à l'assainissement des comptes de la balance générale des comptes de l'Etat	La qualité de la balance générale des comptes est améliorée	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières	La méthodologie et le plan d'assainissement de la balance des comptes est disponible	Fév à Avril 2021	1	0	2	3	Mission réalisée Assainissement des comptes
MALI	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	Les nouveaux états financiers annuels sont produits conformément à la réglementation		L'instruction relative à la élaboration des nouveaux états financiers est disponible	Avril 21					Report possible, suivant avancement des travaux

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 – AVRIL 2021
Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Appui à la préparation de la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	La balance générale des comptes est fiabilisée en vue de la mise en œuvre des droits constatés	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières	La méthodologie de fiabilisation et d'apurement de la balance des comptes est disponible	26 octobre au 6 novembre	1	2	2	5	Mission réalisée
Niger	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	Les nouveaux états financiers annuels sont produits conformément à la réglementation	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières	L'instruction relative aux nouveaux états financiers est disponible	mars 2021	1	0	2	3	
Sénégal	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité en droits constatés	La norme 2 sur la consolidation des états financiers est documentée et mise en œuvre	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières	La documentation de la norme 2 sur la consolidation des états financiers est disponible	Avril 21	1	2	2	5	Reportée à la demande des autorités en avril 2021
	Appui à la consolidation du CUT et à la gestion de trésorerie	Le CUT est consolidé et la gestion de la trésorerie est modernisée et l'intégration de la gestion de la dette à la gestion de la trésorerie a progressé	PEFA PI-20-2 : Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor et comptabilisées selon des procédures transparentes	L'état d'avancement de consolidation du CUT, de la modernisation de la gestion de trésorerie et d'intégration de la dette et la gestion de la trésorerie, est disponible	mars 2021	1	1	2	4	Dates à voir avec les autorités

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Appui à la mise en œuvre des opérations de clôture en comptabilité en droits constatés	Les opérations de clôture en comptabilité sont mises en œuvre conformément à l'instruction relative aux opérations de clôture en droits constatés	PEFA PI- 27 : amélioration de l'intégrité des données financières	L'instruction relative à la clôture de l'exercice est disponible	23 novembre au 4 décembre 20	1	2	2	5	
UEMOA	Renforcement des capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires, des notes techniques et des guides pratiques sur les nouvelles problématiques	Les Kits de formations	La capacité des participant est renforcée	T1-T4	1	1	0	2	
UEMOA	Renforcement des capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires, des notes techniques et des guides	Le guide de mise en œuvre du contrôle interne comptable est validé et disponible sur le site UEMOA	Le guide de mise en œuvre du contrôle interne comptable est élaboré	Octobre novembre 2020	2	2	3	7	Ajoutée à la demande de la Commission de l'UEMOA –
UEMOA	Renforcement des capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires, des notes techniques et des guides	Le guide d'élaboration du BO de l'Etat est validé et disponible sur le site UEMOA	Le guide d'élaboration du BO est élaboré	mai-juillet 20	2	1	2	5	Mission réalisée Elaboration d'un guide du bilan d'ouverture de l'Etat

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres Stage	Préparation et supervision d'un voyage d'études au Cameroun sur la mise en œuvre du CUT et l'organisation de la gestion de la trésorerie	La capacité des stagiaires est renforcée dans le domaine du CUT et de la gestion de la trésorerie	Les documents de mission	La capacité des participant est renforcée	Aout 2020- janvier 2021	1	0	0	1	Suspendu
Pays membres Séminaire interrégional	Séminaire sur les normes comptables du secteur public dans les pays d'Afrique francophones	Les participants se sont appropriés les normes comptables du secteur public et leurs modalités d'applications	Les kits de formation	La capacité des participant est renforcée	Novembre 2020	1	1	1	3	Activité commune FAD/M2 et IPSAS Board Suspendu
Pays membres Séminaire interrégional AFW/AFC	Participation du conseiller au séminaire interrégional portant sur les dépenses fiscales et aux affectations de recettes	Les participants se sont appropriés les problématiques liées aux dépenses fiscales et aux affectations de recettes	Les Kits de formations	La capacité des participant est renforcée	Nov2020 - Janv.2020	1	1	0	2	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Gestion de la dette publique

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Renforcement de la politique nationale d'endettement	Le document de la politique d'endettement est révisé. La dette indirecte de l'Etat et le passif conditionnel sont mieux intégrés. Les objectifs et les priorités de l'endettement sont mieux définis.	La politique d'endettement est révisée et sert de guideline pour les gestionnaires de la dette	Un projet de la politique d'endettement révisée est préparé	Mai2020 - avril2021	0.5	2	2	4.5	En collaboration avec le département MCM et autres partenaires Programmée en février 2021
Burkina Faso	Le plan annuel de financement- Vers le renforcement de l'intégration de la gestion de la dette avec la gestion de la trésorerie.	Le renforcement des capacités en matière de préparation, de suivi et de mise à jour du plan annuel de financement et du calendrier d'émission avec le plan de trésorerie	Les cadres de la dette et du Trésor se sont appropriés la démarche d'élaboration du plan annuel d'emprunt ;	La qualité du PAF et des calendriers d'émission des titres est améliorée	Mai2020 - avril2021	1	2	2	5	Mission réalisée Gestion de la dette garantie et des passifs éventuels
Burkina Faso	Appui à l'élaboration et la mise en œuvre de la SDMT	Le document de la SDMT est produit et fournit des directives claires pour une mise en œuvre efficace et est conforme aux normes internationales.	Un plus grand nombre de cadres sont formés à l'utilisation de la SDMT ;	Le contenu du document de la SDMT est amélioré ;	Mai2020 - avril2021	0.5	2	0	2.5	En collaboration avec le département MCM Programmée en janvier 2021
Côte d'Ivoire	Appui à l'amélioration des pratiques de gestion de la dette	Les procédures de gestion du portefeuille de la dette publiques sont améliorées	L'évaluation de la capacité des gestionnaires de la dette indique une amélioration	Le portefeuille de la dette est mieux géré	Mai2020 - avril2021	0.5	0	2	2.5	Programmée en avril 2021
Guinée	Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme	Le document de la SDMT est produit et fournit des directives claires pour une mise en œuvre efficace et est conforme aux normes internationales.	Un plus grand nombre de cadres sont formés à l'utilisation de la SDMT ;	Le contenu du document de la SDMT est amélioré ;	Mai2020 - avril2021	0.5	2	2	4.5	Programmée en janvier 2021

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion de la dette publique

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Appui à la mise en œuvre des procédures d'émission des Obligations du Trésor	Un processus d'émission bien défini pour les ODT est mis en œuvre.	Le Trésor est en mesure d'émettre les Obligations du Trésor	Le Trésor commence à émettre les Obligations du Trésor de 2 ans.	Mai2020 - avril2021	0.5	2	2	4.5	Mission réalisée
Guinée-Bissau	Appui à l'opérationnalisation de la Direction générale de la dette publique	Le cadre organisationnel de gestion de la dette amélioré	La gestion de la dette est mieux organisée	La Direction générale de gestion de la dette est opérationnelle	Mai2020 - avril2021	0.5	2	0	2.5	Programmée en avril 2021
Mali	Formation sur l'analyse et la gestion du portefeuille de la dette publique	Les procédures de gestion du portefeuille de la dette sont améliorées	L'évaluation de la capacité des gestionnaires de la dette indique une amélioration	Le portefeuille de la dette est mieux géré	Mai2020 - avril2021	0.5	2	0	2.5	Programmée du 30 novembre au 11 décembre 2020
Mali	Formation sur la stratégie de dette à moyen terme	Une connaissance améliorée du cadre et de l'outil analytique de la SDMT, un draft SDMT est développé	Un plus grand nombre de cadres sont formés à l'utilisation de la SDMT.	Le contenu du document de la SDMT est amélioré.	Mai2020 - avril2021	0.5	2	2	4.5	Programmée en février 2020
Mauritanie	Appui au développement du marché intérieur des valeurs du Trésor	Diversification des instruments émis sur le marché et allongement des maturités	Le Trésor est en mesure d'émettre les Obligations du Trésor	Le Trésor commence à émettre les Obligations du Trésor de 2 ans.	Mai2020 - avril2021	1	1	1	3	Reportée
Mauritanie	Formation sur la stratégie de dette à moyen terme	Une connaissance améliorée du cadre et de l'outil analytique de la SDMT, un draft SDMT est développé	Un plus grand nombre de cadres sont formés à l'utilisation de la SDMT ;	Le contenu du document de la SDMT est amélioré ;	Mai2020 - avril2021	0.5	2	0	2.5	En collaboration avec le département MCM Programmée en janvier 2021

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion de la dette publique

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Renforcement du cadre institutionnel de gestion de la dette	Un plan d'action est élaboré en vue de réviser le cadre institutionnel de gestion de la dette	Organisation des procédures de gestion de la dette selon les meilleures pratiques	Identification des réformes et préparation d'une feuille de route pour les mettre en place	Mai2020 - avril2021	1	2	2	5	Programmée en avril 2021
Niger	Appui à l'élaboration d'une politique national d'endettement	Un document de politique d'endettement est élaboré. Les objectifs et les priorités de l'endettement sont définis	Un document de politique d'endettement est formulé et sert de guideline pour les gestionnaires de la dette	Un projet de politique d'endettement est élaboré	Mai2020 - avril2021	0.5	2	2	4.5	Reportée pour AF 2022
Niger	Formation sur la stratégie de dette à moyen terme	Une connaissance améliorée du cadre et de l'outil analytique de la SDMT, un draft SDMT est développé	Un plus grand nombre de cadres sont formés à l'utilisation de la SDMT ;	Le contenu du document de la SDMT est amélioré ;	Mai2020 - avril2021	0.5	2	0	2.5	Reportée pour AF 2022
Sénégal	Appui à la redynamisation du CNDP	Le CNDP est devenu opérationnel et les activités de la dette sont mieux coordonnées	Le CNDP est opérationnel et les activités de la dette sont mieux coordonnées	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le décret CNDP est approuvé, Le manuel des procédures CNDP est approuvé.	Mai2020 - avril2021	1	2	2	5	Programmée pour mars 2021
Togo	Formation sur l'analyse et la gestion du portefeuille de la dette publique	Les procédures de gestion du portefeuille de la dette sont améliorées	L'évaluation de la capacité des gestionnaires de la dette indique une amélioration	Le portefeuille de la dette est mieux géré	Mai2020 - avril2021	0.5	0	2	2.5	Remplacée par une mission conjointe AFW/BM sur la SDMT réalisée du 28 sept au 09 oct

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Gestion de la dette publique

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Agence UMOA-Titres	Renforcement de l'intégrité et de la supervision du marché des titres d'Etat	Un marché où les participants au marché peuvent effectuer des transactions en confiance	Les règles du marché sont respectées et les transactions sont traitées en toute transparence	Des procédures pour le contrôle des transactions sont arrêtées	Mai2020 - avril2021	0.5	0	1	1.5	Reportée
Séminaire régional	Séminaire régional sur le thème " Réussir l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie de la dette"	Le renforcement des capacités en matière de préparation, de mise en œuvre et de suivi d'une SDMT crédible et réaliste.	Les cadres participant à des discussions qui démontrent, d'une part, une maîtrise du processus d'élaboration de la SDMT et d'autre part l'appropriation des conditions de réussite de cette SDMT.	La qualité des SDMT produites par les autorités s'est améliorée	Mai2020 - avril2021	1.5	1	1	3.5	Un Webinaire régional sur la gestion de la dette en période de pandémie A eu lieu en mai 2020
Guinée (Apprentissage par les pairs)	Voyage d'étude de 4 cadres de la direction de la dette de la Guinée à un pays de la région pour apprendre sur le fonctionnement du marché des titres publics.	Une meilleure connaissance des procédures d'émission des titres publics et de développement du marché	Les cadres sont mieux préparés pour le traitement des opérations d'émissions et de gestion des titres	Les Obligations du Trésor sont émises et des émissions régulières sont effectuées	Mai2020 - avril2021	0.5	0	1	1.5	Reportée

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014. Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, sécurité sociale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) de chaque sous-secteur Production de la situation consolidée de l'administration publique	Production des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique et de la situation consolidée conformément au MSFP 2014 ; Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum des différents sous-secteurs de l'administration publique	Disposer des tables de passages de tous les sous-secteurs et des versions préliminaires de statistiques des différents sous-secteurs	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014, ainsi que la situation consolidée des administrations publiques (Décembre 2020)	8 -19 mars 2021	1	2	2	5	
Burkina Faso	Les données de l'administration publique sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014 Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, unités extrabudgétaires, sécurité sociale et collectivités locales) et des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) des différents sous-secteurs de l'administration publique Ebauche du compte de patrimoine avec une année de référence	Production des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2001/2014 ; et de la situation consolidée de l'administration publique. Production régulière de la situation de la dette, des flux de trésorerie et du bilan financier des sous-secteurs de l'administration publique et du compte de patrimoine	Disposer des tables de passages de 4 sous-secteurs suivants : administration publique centrale budgétaire, collectivités locales, unités extrabudgétaires et sécurité sociale) et du TOF consolidé expérimentale de l'administration publique	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014. (Décembre 2020)	23 Novembre au 4 Décembre 2020	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	<p>Les données de l'administration publique sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014</p> <p>Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, unités extrabudgétaires, sécurité sociale et collectivités locales) et des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) des autres sous-secteurs de l'administration publique</p> <p>Ebauche du compte de patrimoine avec une année de référence</p>	<p>Production des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2001/2014 ; et de la situation consolidée de l'administration publique.</p> <p>Production régulière de la situation de la dette, des flux de trésorerie et du bilan financier de tous les sous-secteurs de l'administration publique</p> <p>Choix d'une année de référence pour l'élaboration à titre expérimental du compte de patrimoine</p>	<p>Disposer des tables de passages de 4 sous-secteurs suivants : administration publique centrale budgétaire, collectivités locales, unités extrabudgétaires et sécurité sociale) et du TOF consolidé expérimentale de l'administration publique</p>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014. (Décembre 2020)</p>	<p>10 au 15 Janvier 2021</p>	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Les données de l'administration publique sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014 Affiner les tables de passage du sous-secteur des unités extrabudgétaires et du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Valider le TOF des unités extrabudgétaires, notamment la Société de Développement des Forêts (SODEFOR), l'Office National de l'Eau Potable (ONEP), l'Agence de Gestion Foncière (AGEF) et l'Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radioélectriques (AIGF) selon le MSFP 2001/2014 à partir des données de 2018	Disposer des tables de passages de 4 unités extrabudgétaires	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014. (Décembre 2020)	12 au 16 octobre 2020	1	1		2	Mission additionnelle demande par les autorités Mission réalisée

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abi	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	<p>Les données de l'administration publique sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014 Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, unités extrabudgétaires, sécurité sociale et collectivités locales) et des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) des autres sous-secteurs de l'administration publique</p> <p>Ebauche du compte de patrimoine avec une année de référence</p>	<p>Production des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2001/2014 ; et de la situation consolidée de l'administration publique. Production régulière de la situation de la dette, des flux de trésorerie et du bilan financier de tous les sous-secteurs de l'administration publique</p> <p>Choix d'une année de référence pour l'élaboration a titre expérimental du compte de patrimoine</p>	<p>Disposer des tables de passages de 4 sous-secteurs suivants : administration publique centrale budgétaire, collectivités locales, unités extrabudgétaires et TOF consolidé expérimentale de l'administration publique</p>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014. (Décembre 2020)</p>	7 au 19 Fevrier 2021	1	2	2	5	Second volet de la mission

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abi	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	<p>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</p> <p>Elargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteurs de la sécurité sociale et aux collectivités locales et identification de l'échantillon des unités extrabudgétaires ; Elaboration de la situation des flux de trésorerie, de la dette de l'administration publique centrale budgétaire</p>	<p>Finalisation et production des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale et des collectivités selon le MSFP 2001/2014 ; élaboration et adoption d'un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette)</p>	<p>Signature de l'arrêté portant création du comité des statistiques de finances publiques ; disponibilité du TOFE de l'exercice 2017 selon le MSFP 2001/2014</p>	<p>Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont produites conformément au MSFP 2001/2014. (Mars 2021)</p>	juin 2020	1	2	2	5	Mission realisee

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 : Elargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteurs de la sécurité sociale et aux collectivités locales et identification de l'échantillon des unités extrabudgétaires ; Elaboration de la situation des flux de trésorerie, de la dette de l'administration publique centrale budgétaire	Finalisation et production des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale et des collectivités selon le MSFP 2001/2014 ; élaboration et adoption d'un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette)	Signature de l'arrêté portant création du comité des statistiques de finances publiques ; disponibilité du TOFE de l'exercice 2017 selon le MSFP 2001/2014	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont produites conformément au MSFP 2001/2014. (Mars 2021)	21 avril au 1 mai 2021	1	1		2	
Guinée-Bissau	Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 : Poursuite des travaux d'élargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteur des unités extrabudgétaires et affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) ; Amélioration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) et production d'une version expérimentale du TOF du sous-secteur des unités extrabudgétaires selon le MSFP 2001/2014. Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, ébauche bilan financier)	Disponibilité des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales, et de la sécurité sociale de l'exercice 2017	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) sont finalisées. (Avril 2020)	9 au 20 Novembre 2020	1	2		3	Mission realisee

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 : Poursuite des travaux d'élargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteur des unités extrabudgétaires et affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) ; Amélioration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) et production d'une version expérimentale du TOF du sous-secteur des unités extrabudgétaires selon le MSFP 2001/2014. Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Disponibilité des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales, et de la sécurité sociale de l'exercice 2017	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales et sécurité sociale) sont finalisées. (Avril 2020)	15-26 mars 2021	1	2		3	
Mali	Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 : Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, sécurité sociale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) des autres sous-secteurs de l'administration publique	Production à titre expérimental de statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2001/2014 ; et production régulière de la situation de la dette, des flux de trésorerie et identification des sources de données pour la production du bilan financier	Disponibilité des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales, des unités extrabudgétaires et de la sécurité sociale de l'exercice 2017	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2018)	17 au 29 Janvier 2021	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	<p>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</p> <p>Affiner la table de passage de l'administration publique centrale budgétaire et produire les ébauches de tables de passages des autres sous-secteurs de l'administration publique (sécurité sociale, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)</p>	Finalisation de la table de passage de l'administration publique centrale budgétaire et production des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale selon le MSFP 2001/2014 ainsi que les situations de la dette publique et des flux de trésorerie de l'administration publique centrale budgétaire selon le MSFP 2001/2014.	Production des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, la table de passage du sous-secteur des collectivités locales ainsi que la situation de la dette selon le MSFP 2001/2014	La table de passage de l'administration publique centrale budgétaire est finalisée et les versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014 (mars 2019)	24 aout au 9 septembre 2020	1	2	2	5	
Niger	<p>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</p> <p>Elargissement du champ de couverture des SFP ; Elaboration des tableaux du cadre d'analyse minimum</p>	Finalisation et production des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, de la sécurité sociale et des collectivités locales selon le MSFP 2014 ; élaboration et adoption d'un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette)	Disponibilité des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale de l'exercice 2016 et 2017, ainsi que la situation de la dette publique selon le MSFP 2014	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2014. (Mars 2020)	11 au 22 janvier 2021	1	2		3	Mission Annulee

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abi	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Niger	Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 : Elargissement du champ de couverture des SFP ; Elaboration des tableaux du cadre d'analyse minimum	Finalisation et production des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, de la sécurité sociale et des collectivités locales selon le MSFP 2014 ; élaboration et adoption d'un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette)	Disponibilité des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale de l'exercice 2016 et 2017, ainsi que la situation de la dette publique selon le MSFP 2014	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2014. (Mars 2020)	juillet 2020	1	1		2	Mission realisee
Sénégal	Les données du secteur public sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2014 . Elargissement du champ de couverture des SFP et du cadre d'analyse minimum (CAM)	Produire la situation consolidée des statistiques de l'administration publique conformément aux délais de la NSDD. Production de la situation consolidée des statistiques du secteur public et élargissement du champ de couverture du CAM au sous-secteur de l'administration centrale	Disponibilités des statistiques de tous les sous-secteurs de l'administration publique et de la situation consolidée de l'administration publique de l'exercice 2017. Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum dans les délais de la norme spéciale de diffusion des données TOE du secteur public	La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD (Avril 2020)	Aout-oct.2020	1	2	2	5	Mission realisee

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020- AVRIL 2021

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 : Elargissement du champ de couverture des SFP Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette) ; formation des acteurs de finances publiques	Affinement et Finalisation de la table de passage des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales) et production d'une ébauche de table de passage pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale ; Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette) ; formation des acteurs de finances publiques	Disponibilité des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des sous-secteurs de la sécurité sociale et des collectivités locales de l'exercice 2017 ainsi que la situation de la dette publique selon le MSFP 2014	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, collectivités locales) affinées et une ébauche de table de passage pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale est produite (avril 2020)	5 au 16 Avril 2021	1	2	2	5	
Pays membres Séminaire	Séminaire régional de sensibilisation aux parlementaires, et premiers responsables des ministères et direction générales sur les normes et principes du MSFP 2001/2014 et de la bonne gouvernance	Sensibilisation et renforcement des capacités des décideurs et acteurs de finances publiques sur les principaux agrégats des finances publiques et les normes de bonne gouvernance conformément aux normes internationales,	Sensibilisation et renforcement des capacités des décideurs et acteurs de finances publiques sur les principaux agrégats des finances publiques et les normes de bonne gouvernance	Mise à la dispositions des décideurs et des autorités des pays membres des outils d'analyse et de contrôle des finances publiques	30 mars au 1 Avril 2021	2	1	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2018- AVRIL 2019

Statistiques de finances publiques

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres	Les données sources sont régulièrement évaluées (couverture, erreur d'échantillonnage, erreur de réponse et erreur non liée à l'échantillonnage) et les évaluations sont surveillées et rendues disponibles pour guider les processus statistiques Suivi trimestriel à distance des matrices d'actions élaborées dans les différents pays et des versions expérimentales des statistiques	Mise en œuvre des matrices d'action et affinement des statistiques produites dans les pays AFRITAC de l'Ouest	Disponibilité des plans d'actions et échanges par courriels et appels téléphoniques avec les points focaux techniques		Nov2020- jan2021; Fev-avril 2021	2		2	4	
Organisations régionales	Compilation et diffusion de statistiques macroéconomiques et financières harmonisées au niveau régional Participation aux réunions de l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA	Contribution de AFW au renforcement des capacités des acteurs de finances publiques de la zone UEMOA			Mai2020- avril2021	1	1		2	
Organisations régionales	Compilation et diffusion de statistiques macroéconomiques et financières harmonisées au niveau régional Elaboration des statistiques consolidées des pays AFW et de la Zone UEMOA	Mise à disposition du département Afrique et autres Institutions des Statistiques consolidées des opérations financières des pays AFW et UEMOA			Novembre 2020	1			1	
Togo/ Guinée/Guinée-Bissau/ Stage	La capacité du personnel a augmenté grâce à la formation, en particulier au développement des données de base, des méthodes de compilation et de la diffusion Renforcement des capacités dans la gestion des entreprises publiques et des établissements publics nationaux/	Élaboration d'un document de politique et de stratégies de gestion et de suivi des entreprises à participation financière publique et des établissements publics nationaux	Tenue du stage et disponibilité du rapport de stage		Fev-avril 2021	1			1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Statistiques du secteur réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : appui à la mise en place des comptes financiers.	Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont élaborés.	Une note méthodologique incluant les tables de passage des statistiques financières est disponible.	Les données de base notamment les statistiques financières sont collectées dans un format adapté au SCN 2008.	Sept-Nov 2020	1		2	3	Mission réalisée
Bénin	Mise en place du dispositif des CNT.	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est disponible ; Une série de PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	La note méthodologique et le cahier des tests d'étalonnage sont disponibles ; La série 2015-2019 du PIB trimestriel est disponible ; Les techniques préconisées par le manuel des CNT sont appliquées (Denton, Cholette-Dagum, XLPBM, etc.).	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Fev-avril 2021	1	2		3	Les priorités sont le rebasage (SCN 2008) et les indicateurs (ICA, IPPI)
Burkina Faso	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Appui à la mise en place des comptes financiers.	Les comptes financiers sont élaborés.	Les comptes financiers sont disponibles.	Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles.	Août-oct 2020	1		2	3	Les priorités sont l'alignement des CNT et les comptes financiers.
Burkina Faso	Mise en place du dispositif des CNT (approche demande).	Une série de PIB trimestriel par catégorie d'emplois est disponible.	La série 2015-2019 du PIB trimestriel est disponible par catégorie d'emplois.	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Fev-avril 2021	1	2		3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Statistiques du secteur réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : réropolation et comptes financiers.	Les comptes financiers et les comptes réropolés sont élaborés.	Les comptes réropolés 1996-2014 sont disponibles ; Les comptes financiers 2015 sont disponibles.	Les données de base pour la réropolation sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 ; Les statistiques financières sont collectées.	Mai-juil 2020	1		2	3	Mission realisee
Côte d'Ivoire	Alignement des CNT sur les comptes nationaux rénovés.	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est élaborée ; Les tests en simulation historique sont réalisés ; Une série de PIB trimestriel est disponible et sa qualité est améliorée.	La série 2015-2019 du PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT ; Les données sources du système statistique sont publiées avec leurs méthodologies ; Les ajustements aux données sources sont documentés.	Sept-Nov 2020	1	2	0	3	
Guinée	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Elaboration des CNA 2016 et réropolation.	Les comptes réropolés sont élaborés.	Les comptes annuels 2015 et 2016 sont disponibles.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.	Août-oct 2020	1		2	3	Réalisée sept 2020
Guinée	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : réropolation.	Les comptes réropolés sont élaborés.	Les comptes annuels réropolés 2006 - 2014 sont disponibles.	Les données de base pour la réropolation sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 incluant les comptes de l'année de base 2015 et de l'année 2016.	Fev-avril 2021	1		2	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Statistiques du secteur Réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : comptes provisoires.	Les comptes provisoires sont élaborés dans les délais.	Les comptes provisoires 2019 sont élaborés dans les délais du SGDD.	Les sources de données ont été collectées et traitées (juillet 2020).	Août-oct 2020	1		2	3	La priorité est le renforcement des capacités. A réaliser en nov.
Guinée-Bissau	Mise en place du dispositif des CNT.	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est élaborée ; Les tests en simulation historique sont réalisés.	Une note méthodologique est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, IGV) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Nov-jan 2020	1	2		3	
Mali	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : rétropolation.	Les comptes rétropolés sont élaborés.	Les comptes rétropolés 1997-2014 sont disponibles.	Les données de base pour la rétropolation sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008 incluant les comptes de l'année de base 2015 et de l'année 2016.	Nov-jan 2020	1		2	3	
Mali	Mise en place du dispositif des CNT.	Une série de PIB trimestriel est disponible et sa qualité est améliorée.	La série 2015-2019 du PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles; Les IHF sont dessaisonnalisés et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Fev-avril 2021	1	2		3	
Mauritanie	Mise en place du dispositif des CNT (mise en place de la maquette de calcul).	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est élaborée ; Les tests en simulation historique sont réalisés.	Une note méthodologique est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT ; L'accès aux déclarations mensuelles et annuelles des entreprises à la direction générale des impôts est accordé à l'ONS.	Mai-juil 2020	1	2	0	3	A réaliser en nov.

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Statistiques du secteur Réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Mise en place de l'indice de la production industrielle (IPI) et de l'indice des prix à la production industrielle (IPPI).	Une maquette de calcul de l'IPI et de l'IPPI est élaborée.	Une note méthodologique est disponible.	Le financement de l'enquête de base est disponible.	Mai-juil 2020	1		2	3	Mission réalisée
Niger	Mise en place du dispositif des CNT (Finalisation de la maquette de calcul).	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est élaborée ; Les tests en simulation historique sont réalisés.	Une note méthodologique est disponible ; Le cahier des étalonnages est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA, etc.) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Mai-juil 2020	1	2		3	
Niger	Mise en place du dispositif des CNT (élaboration d'une série de PIB trimestriel).	Une série de PIB trimestriel est disponible.	La série 2015-2019 du PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	Une couverture suffisante par les indicateurs de haute fréquence ; les tests sont concluants (étalonnages, simulations historiques).	Août-oct 2020	1	2		3	
Sénégal	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : comptes financiers.	Les comptes financiers sont élaborés.	Les comptes financiers sont disponibles.	Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles.	Mai-juil 2020	1		2	3	
Sénégal	Mise en place du dispositif des CNT (tableau des ressources et emplois).	Une série de PIB trimestriel obtenue à partir du TRE trimestriel est disponible.	La série 2015-2019 es ressources et emplois du PIB trimestriel est disponible.	Les équilibres ressources emplois et les comptes de branche trimestriels sont disponibles.	Nov-jan 2020	1		2	3	A réaliser en nov.

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Statistiques du secteur Réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Mise en place année de base 2016 selon le SCN 2008 : réropolation.	Les CNA retropolés sont élaborés.	Les comptes nationaux compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour la période 2000-2015.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.	Août-oct 2020	1	2		3	Réalisée
Togo	Mise en place du dispositif des CNT.	Une maquette de calcul du PIB trimestriel est élaborée ; Les tests en simulation historique sont réalisés.	Une note méthodologique est disponible.	Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles.	Fev-avril 2021	1	2		3	
Pays membres Stage	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études.		Le stage a lieu comme prévu.		Août-oct 2020	1			1	
Organisations régionales	Participation au séminaire de comptabilité nationale AFRISTAT/Union Africaine/UEMOA.	Renforcement de la coopération avec les autres partenaires.			Août-oct 2020		1		1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021
Statistiques du secteur Réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres Séminaire	Atelier sur la mise en œuvre du SCN 2008 : intégration des statistiques d'enquêtes et traitement des statistiques d'entreprises dans les comptes nationaux.	Le bilan de l'intégration des statistiques d'enquête dans les comptes nationaux est effectué ; Les bonnes pratiques sont partagées.	Le séminaire a lieu comme prévu.		Août-oct 2020	1	1	1	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Analyse macroéconomique et budgétaire

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Renforcement des pratiques de cadrages macroéconomique et budgétaire et de prévision des recettes	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 et PI-14.2	Le dispositif de cadrage macroéconomique est opérationnel Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes sont déterminées. Un plan de renforcement des outils de prévision des recettes est élaboré.	Nov. 2020- Janv. 2021	1	2	2	5	
Burkina Faso	Mise en place des outils de prévision des recettes	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.2	Des maquettes de prévision de la TVA, de l'IS et des impôts sur les importations sont élaborées	Nov. 2020- Janvier 2021	1	1	2	4	
Burkina Faso	Améliorer le suivi des risques macroéconomiques	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.2 et PEFA PI-14.3	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires	Aout – Octobre 2020	1	1	2	4	En cours de préparation pour novembre
Côte d'Ivoire	Renforcer les capacités d'analyse de la conjoncture	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 et PI-14.2.	Le contenu de la note de conjoncture est amélioré Les estimations de l'année en cours sont assises sur l'analyse de la conjoncture	Mai- Juillet 2020	1	2		3	Programmée en décembre

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2021 - AVRIL 2022

Analyse macroéconomique et budgétaire

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Améliorer le modèle MSEGUI	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.1.	Le TOFE dans le MSEGUI s'inspire des prescriptions du MSFP de 2001/2014 Les modules dette et projection des recettes budgétaires sont finalisés Le contenu de la note de cadrage est amélioré et conforme aux besoins d'élaboration du DPBMT	Mai- Juillet 2020	1	1	2	5	Mission réalisée
Guinée-Bissau	Opérationnaliser le cadrage macrobudgétaire à moyen terme	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 ; PI-14.2 et PI-14.3	Un cadre budgétaire à moyen terme 2021-2023 est élaboré Un draft de DPBEP 2021-2023 est disponible	Mai- Juillet 2020	1	2	2	5	
Mali	Renforcer les capacités de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 ; PI-14.2 et PI-14.3	Le processus de cadrage macroéconomique couvre toutes les étapes et bonnes pratiques de cadrage Le lien entre cadrage macroéconomique et cadrage budgétaire est renforcé	Aout – Octobre 2020	1	2	4	7	mission annulée

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2021 - AVRIL 2022

Analyse macroéconomique et budgétaire

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Renforcer les pratiques de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 ; PI-14.2 et PI-14.3	Le cadrage macroéconomique et budgétaire devant accompagner le budget 2021 est préparé en utilisant le modèle macroéconomique Une note de cadrage macroéconomique et un draft de DPBMT sont mis en place	Mai.- Juil. 2020	1	2	4	7	mission annulée
Niger	Mise en place des outils de prévision des recettes	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.2.	Des maquettes de projection des principales recettes budgétaire sont élaborées Le cadre organisationnel de préparation du budget est validé	Août- Oct. 2020	1	2	2	5	
Sénégal	Elaborer un dispositif de prévision des recettes	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 ; PI-14.2 et PI-14.3	Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes sont déterminées. Un plan de renforcement des outils de prévision des recettes est validé.	Fev. – avril 2021	1	2	2	5	Mission additionnelle réalisée gestion active des risques budgétaires
Togo	Intégrer dans le modèle PRECOMAT 3 les données élaborées sur la base de nouvelles méthodologies (SCN 2008, Balance des paiements, TOFE, etc.)	Le cadrage macroéconomique à moyen terme et le CDMT global sont crédibles et servent de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1	Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques.	Fev. – avril 2021	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2021 - AVRIL 2022

Analyse macroéconomique et budgétaire

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres, voyage d'étude	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.		Août-oct. 2019	1				
Pays membres, Séminaires	Séminaire sur la conjoncture économique au premier semestre 2020 et les prévisions dans les États membres de l'UEMOA, la Guinée et la Mauritanie (avec Afristat et la Commission de l'UEMOA)	Les participants sont formés sur des aspects méthodologiques du suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomiques. Ils échangent également sur les évolutions conjoncturelles récentes et les perspectives à moyen terme dans leur pays.	Le séminaire est organisé comme prévu.		Mai-juin 2020	1	1	0	2	Réalisé sur deux jours en juillet en remote
	Séminaire sur la conjoncture économique du second semestre 2020 et les prévisions dans les États membres de l'UEMOA, la Guinée et la Mauritanie (avec Afristat et la Commission de l'UEMOA)	Les participants sont formés sur des aspects méthodologiques du suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomiques. Ils échangent également sur les évolutions conjoncturelles récentes et les perspectives à moyen terme dans leur pays.	Le séminaire est organisé comme prévu.		Nov. 2020 – janv 2021	1	1		2	Planifié sur trois jours en décembre 2020 en remote

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2021 - AVRIL 2022

Analyse macroéconomique et budgétaire

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres, Séminaires	Atelier régional : « renforcer les prévisions budgétaires »	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.		Nov. 2020 – fév. 2021	1	1	1	3	
Pays membres, Séminaires	Organiser un atelier régional sur les bonnes pratiques en matière de gestion des modèles macroéconomiques à base de Tableau des Ressources et des Emplois.	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.		Nov. 2020 – janv 2021	1	1	1	3	Financements des participants : GIZ
Pays membres UEMOA, Séminaires	Participer à l'atelier de l'UEMOA sur les meilleures pratiques de prévision	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.		Mai-juin 2020	0,5	1		1,5	Annulé

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Supervision et restructuration bancaires

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement de la législation et de la réglementation bancaires.	*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bale III.	* Poursuite sur la définition des éléments de fonds propres et les exigences de capital. *Accompagnement à la mise en œuvre du nouveau plan comptable	Mai-juil 2020	1	2	2	5	Mission réalisée en juin.
Guinée		Renforcement du contrôle sur place et sur pièces.	*Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	*poursuite étude sur les pratiques des groupes bancaires présents en Guinée au titre IFRS 9						
Guinée		Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bale III. *Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	*Etudes d'impact adoption Bale III (fonds propres) *Evaluation du système de notation revu des banques *définition des options pour appliquer IFRS 9	Août-oct 2020	1	1	1	3	
Guinée			*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bale III. *Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	* Accompagnement à la mise en œuvre du nouveau plan comptable. poursuite étude sur les pratiques des groupes bancaires présents en Guinée au titre IFRS 9 *Rédaction d'un projet de texte sur les fonds propres révisé. * Rédaction cadre d'application IFRS 9	Nov2020-jan2021	1	2	2	5	
Guinée			*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bale III.	*Consultation des banques sur le projet de règlement Fonds propres * Travaux préliminaires sur la révision du calcul des actifs nets pondérés.	Fev-avril 2021	1	1	1	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Supervision et restructuration bancaires

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires		
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total			
Mauritanie	Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement du dispositif législatif et réglementaire des établissements de crédit. Renforcement du contrôle sur pièces et sur place Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bâle III. *Les régulations sur le risque de liquidité sont conformes aux standards de Bale III. *Le système d'évaluation des risques a été renforcé	*Accompagnement des parties prenantes à la transition vers le nouveau système prudentiel. * support au traitement des infractions prudentielles * support aux études de banques	Mai-juil 2020	1	2	2	5			
Mauritanie					*Les régulations sur le risque de liquidité sont conformes aux standards de Bâle III. * Les réglementations pour mesures et gérer les risques sont adoptées. *Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	* travaux préliminaires sur l'adoption d'un ratio de transformation. *Revue de la réglementation sur la concentration et les transactions avec les parties liées.	Nov2020-jan2021	1	2	2	5	
Mauritanie					*Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bâle III. *Amélioration de la compétence des superviseurs	* Formation à la supervision par les risques. * support à la définition du programme d'enquêtes	Fev-avril 2021	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Supervision et restructuration bancaires

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Organisations régionales	BCEAO-SGCBU Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement du dispositif législatif et réglementaire des établissements de crédit.	*Des processus de supervision basés sur les risques sont en place.	*Elaboration d'une méthodologie de contrôle sur place en matière de risques informatiques des banques	Aout-oct 2020	2	3	3	8	
Organisations régionales		Renforcement du contrôle sur pièces et sur place.	*Des réglementations relative à la liquidité sont en ligne avec les règles de Bâle III	*Finalisation des instructions sur les ratios de liquidité à court terme et long terme des banques de l'UMOA						
Organisations régionales		Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.		* Finalisation de l'instruction sur les exigences dites de pilier 3 de Bâle III	* Finalisation de l'instruction sur le pilier 2 de Bale II					
Organisations régionales			*Des processus de supervision basés sur les risques sont en place.	*Définition du cadre de passage aux normes IFRS	Nov2018-jan2019	2	2	2	6	
Organisations régionales			*Des processus de supervision basés sur les risques sont en place.	* Mise en œuvre de la supervision par les risques	Fev-avril 2019	1	1	1	3	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Supervision et restructuration bancaires

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Organisations régionales	Mise en place d'un dispositif de supervision des entités de marché.	Refonte du règlement général du CREMPF, Définition de normes comptables et prudentielles pour les entités de marché, supervision par les risques, renforcement des capacités	Dispositif de supervision adapté Rédaction de dispositions réglementaires	*définition des dispositions comptables applicables aux entités de marchés. * refonte des dispositions prudentielles et élaboration des projets de textes. * développement d'un outil de notation des entités de marché.	Aout— oct 2020	1	2	2	5	
Organisations régionales			*Dispositif de supervision adapté *Rédaction de dispositions réglementaires	*définition de dispositions comptables applicables aux entités de marchés. * revue des dispositions prudentielles et élaboration des projets de textes. * développement d'un outil de notation des entités de marché	Nov2020- jan2021	1	2	2	5	
Organisations régionales	CB-UMOA formation	Renforcement des capacités	Les superviseurs ont les capacités pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques	*Contrôle du risque de crédit	Nov2020- jan2021	1	1	1	3	
Pays membres Stage	Formation par les pairs	Capitalisation d'expériences étrangères	Les superviseurs ont les capacités pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques	*Visite d'étude de la banque centrale de Guinée auprès de la BCEAO sur la gestion de la plateforme de collecte des données des banques de l'UMOA	Fev-avril 2021	1	0	0	1	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2020 - AVRIL 2021

Supervision et restructuration bancaires

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines- personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres Séminaire	Séminaire régional	Supervision par les risques	Les superviseurs ont les capacités pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques		Novembre 2020 - Novembre 2021	1	1	1	3	
Organisations régionales	Mission sur le secteur financier - art. IV UMOA	Evaluation des besoins d'assistance technique			Janv Mars- 2021	1	1	0	2	